

SOMMAIRE :

Avant-propos du local camarade.....P. 1

Une militante de La primera línea de Colombie témoigne.....P. 2

Chronique de Cali, capitale de la résistance.....P. 6

La Colombie n'a plus peur.....P. 10

«Au lieu de cela, nous sommes devenus des millions».....P.22

Un mois de révolte incendiaire en Colombie.....P. 46

Entretien avec le groupe libertaire « via libre » sur la lutte des classes en Colombie.....P. 54

Avant-propos du local camarade:

A l'occasion de la discussion publique du 25 juin 2021 au local camarade, nous publions un recueil de textes parus dans des journaux, des revues, des sites militants de divers tendances, à propos du soulèvement en Colombie.

Nous sommes nous mêmes en train de collecter des informations, de discuter avec des camarades là bas, en vue de sortir prochainement des interviews et analyses sur la situation de ce magnifique mouvement.

D'ici là, nous avons compilé ces textes afin de participer à diffuser les informations disponibles.

Il va de soi que la diffusion de ces textes ne signifie pas un accord politique avec leurs auteurs, ou même avec le contenu.

Mais nous avons trouvé ces textes dignes d'intêtet.

Soyez indulgent sur les coquilles : on a fait ça en vitesse!

Une militante de La primera línea de Colombie témoigne

(2 juin 2021)

(Source : *Convergence révolutionnaires*, site de la fraction l'étincelle du NPA)

La mobilisation initiée le 28 avril en Colombie ne plie pas malgré la répression militaire et policière, sans compter les escadrons de la mort. Les disparus lors d'arrestations arbitraires sont retrouvés démembrés dans les bennes à ordures et les images circulent des cadavres qu'on jette dans les fleuves. À Cali, on met le feu aux corps encore en vie, les blessés par projectiles remplis d'acide sont décomptés, les blessés par balles sont légion ; des généraux du régime menacent de lâcher toutes les brides de la violence en mobilisant toutes les forces armées, chaque soldat, chaque réserviste, si en juin le pays est encore plongé dans le « chaos ». D'ailleurs, ce samedi 29 mai, le président Duque a donné carte blanche à l'armée pour réprimer Cali, foyer de la contestation sociale, où on a compté dix morts pour cette seule journée. Ce même jour, ils furent pourtant plusieurs dizaines de milliers à manifester dans les grandes villes du pays. Officiellement on compte presque une centaine de morts, plus de 800 disparus, des milliers de blessés. Les militants révolutionnaires colombiens avec lesquels nous sommes en contact s'attendent à des bilans de plusieurs centaines de victimes de la répression. C'est dans ce contexte critique que continuent à se battre des jeunes des quartiers, des travailleurs, des étudiants, et des jeunes femmes comme Arcoiris (Arc-en-ciel en castillan) qui nous accorde une entrevue à visage découvert sur une application cryptée. Âgée d'à peine une vingtaine d'années, elle s'est déplacée exprès de sa région d'origine pour participer au mouvement.

Primera línea

« Dès le début, j'étais en première ligne » nous dit-elle. Lorsque l'appel à la mobilisation du 28 avril fut lancé, elle a décidé de quitter sa région, elle s'est déplacée comme elle a pu dans un territoire aux voies ferrées quasi inexistantes, entre le nord de la vallée du Cauca jusqu'à Cali, épiceutre depuis plus de trente jours de la résistance. Elle savait qu'il se passerait quelque chose là-bas. Arcoiris travaillait devant les webcams, comme « actrice porno » dit-elle mi-gênée, en riant, elle n'arrivait pas à joindre les deux bouts. Elle raconte « je n'ai jamais aussi bien mangé de ma vie que sur ces barricades »

et ce grâce aux repas collectifs organisés par les militants. Avant elle avait toujours faim, elle dit « dans ce pays tout le monde a faim et beaucoup ont perdu leur maison... Ils disent que nous faisons basculer le pays dans l'effondrement mais tout était déjà dans cet état depuis longtemps. »

Sur les points de résistance, de blocages de route, chacun choisit son poste ou l'invente, certains sont aux cuisines, d'autres à la logistique, comme son camarade, que nous appellerons Lluvia, c'est-à-dire Pluie. À ces points de résistance, on bloque la circulation, mais on gère aussi l'entrée et la sortie des convois humanitaires, nourriture, essence, médicaments. De véritables centres hospitaliers d'urgence ont émergé et ils sont gérés par des médecins, des chirurgiens, des infirmiers.

« Oui, ce ne sont pas seulement des étudiants en médecine ou du personnel des hôpitaux en colère à cause des conditions de travail, certains d'entre eux n'ont pas été payés depuis des mois... les hospitaliers de toute situation viennent nous filer un coup de main, car souvent il faut opérer sur place, extraire les balles au plus vite. »

À visage découvert

Arc-en-ciel n'a pas été élue porte-parole – vocera – par la voie du vote lors des assemblées populaires qui sont tenues à un rythme quotidien, à la différence de son camarade Lluvia.

« Je suis porte-parole de Uni-resistencia... mais je n'ai pas été élue. En arrivant à Cali, j'ai tout de suite pris place en première ligne dans ce point qui s'appelait auparavant Univalle... quelques jours après a eu lieu le massacre de la Luna, nom d'un autre point de résistance. La police et l'armée leur ont tiré dessus à tout-va... volearon bala (ils ont fait pleuvoir les balles) et beaucoup de mes amis sont morts. J'ai passé la nuit à pleurer. Ce qui m'énervait le plus, c'était ce qu'ils disaient dans ces médias de merde, RCN et Caracol. Ils n'arrêtaient pas de répéter que c'étaient des terroristes et leur argument était que s'ils avaient été innocents ils n'auraient pas eu le visage masqué. J'ai donc décidé le lendemain de ne plus jamais couvrir mon visage. Mes camarades, en voyant que je montrais ma tête en première ligne, m'ont désignée immédiatement porte-parole. Ils m'ont dit : Toi t'as le courage de t'exposer... c'est toi qui iras parler. »

La démocratie de la base s'organise

Lors des assemblées elle ne prend pas souvent la parole, elle préfère écouter et contrôler qu'on ne dérive pas de l'ordre du jour. Elle fait le récit des assemblées des assemblées :

« Après les assemblées locales, qui se tiennent tous les jours, lors desquelles on discute l'agenda politique et culturel, on réunit les propositions politiques et d'auto-défense et on les apporte à l'assemblée des assemblées. C'est dans ce cadre que se réunissent tous les porte-paroles de la vingtaine de points de résistance de la ville de Cali, c'est là-bas que l'on fait des choix stratégiques pour la suite du mouvement sur ces points de blocus. On y échange à propos des revendications qui sont portées par toutes et tous, mais surtout les gens parlent enfin de ce qu'ils vivent depuis des années... Ce n'est pas toujours très discipliné, mais on apprend jour après jour à respecter les tours de parole, et en vérité je ne crois pas que cela soit mauvais tout ce bordel. Certaines personnes entrent en transe, littéralement, quand elles ont le micro. Elles disent ce qui leur est arrivé, à eux, à leur famille, et ils ne veulent plus se taire. il y a quelque chose de l'ordre de la thérapie collective qui a lieu. » Elle n'a pas jugé bon, pour ne pas éveiller les soupçons, de nous dire le nombre de personnes qui participent aux réunions et donner la taille des lieux possibles.

Les perspectives politiques

Elle ne sait pas s'ils vont triompher, Arc-en-ciel est pessimiste. Elle pense que « l'Uribismo [1] est trop systématisé » et surtout ne pas pouvoir être là pour voir la fin de ce régime. « Je serai morte entre-temps... de toute façon, je m'en fous de mourir maintenant, c'est ça ou crever de faim, ça ne change rien. Je pense même qu'on est sur écoute là », elle s'esclaffe, « qu'ils me voient, je sais que je me prendrai une balle tôt ou tard, pendant ou après tout ça. Au moins maintenant tout le monde est obligé d'affronter ce qu'on se cachait depuis des années... et regarde, on a fait tomber les réformes. Le changement est lent. Tout ça ne se fera pas en un seul jour, mais on a commencé un mouvement, il ne faut pas qu'il s'arrête. »

Une rupture de générations

Elle parle des anciens, de la manière dont leur cerveau a été « lavé » par les médias nationaux, durant des années. « Même aujourd'hui, beaucoup ne

comprennent rien à ce qu'il se passe. ils ne vont pas sur les réseaux sociaux comme nous... ma mère m'a demandé : pourquoi tu risques ta vie pour rien ? Tu dois payer ce qu'ils te disent de payer et puis c'est tout ! »

Sa mère ne comprend pas qu'ils en ont assez de vivre sans horizon. Selon Arcoiris, il y a deux problèmes liés aux décennies de propagande, celui de la pédagogie politique, car il faut expliquer ce qu'est une réforme fiscale et en quoi cela va empirer les conditions de vie, et ce qui se passera avec la privatisation à outrance de la santé.

« Cela, on tente de l'organiser lors des assemblées des assemblées, afin d'expliquer aux gens pourquoi on est là, on passe notre temps à répéter, à expliquer... »

Mais il y a aussi le fait que la plupart des gens pensent que la politique, ce n'est pas pour eux, alors qu'ils devraient s'y investir. Cette dépolitisation l'énerve au plus haut point « c'est comme ça qu'ils nous ont habitués à vivre dans la misère ».

Elle regarde froidement la situation, oui il y a beaucoup de jeunes dans la rue, mais on demeure divisés, avec les travailleurs par exemple. Certes, certains d'entre eux ont carrément quitté leur travail et nous ont rejoint, mais ils ne sont pas nombreux. Elle se plaint, « les gens ne pensent qu'à remplir leur assiette, ils ont peur de perdre les miettes qu'on leur donne et puis oui... à cela s'ajoute la menace d'être tué ».

Il est environ 18 h 30 à Cali, Arc-en-ciel poursuit son récit pendant qu'elle prépare son repas. Elle prévient qu'elle devra bientôt quitter l'appel. Elle se trouve sur un point de résistance et elle vérifie en permanence que les sentinelles sont à leur poste, ils sont en effet souvent attaqués par la police et les militaires, mais aussi par les habitants de Ciudad Jardin, un quartier résidentiel sécurisé où vivent ceux qui appartiennent aux échelons les plus hauts en termes de revenus. Ce sont les couches les plus aisées qui les harcèlent avec des vidéos menaçantes sur les réseaux et toute sorte d'ultimatums. Le soir, ils viennent ivres et drogués, ils tirent au hasard sur les barricades en hurlant comme des fous et en conduisant des 4x4 luxueux. On dort peu sur les points de résistance, tout le monde est harassé, sur les nerfs et cela se sent lors des assemblées.

Arc-en-ciel surveille la zone, c'est ce qu'elle fait en se levant et en se couchant. Elle vérifie que tout le monde est là, que tout le monde va bien et puis elle jette un coup d'œil sur les boucliers, les bâtons, tout ce qu'ils ont

à disposition pour se défendre. Dès l'aube, on remet les voitures bien en place pour bloquer la voie, on refait les barricades, puis les dames qui font à manger arrivent pour préparer le déjeuner. Ils devront affronter à nouveau ceux qui ne comprennent pas, ceux qui sont énervés par ces blocus, mais aussi les policiers, l'armée et les milices en chemise blanche.

[1] Du nom du régime de corruption et de violence liée au trafic de drogue et aux expropriations de paysans de l'ancien président Alvaro Uribe.



Chronique de Cali, capitale de la résistance. Les quartiers en première ligne de la lutte colombienne

[source: Lundi matin]
le 7 juin 2021

A Cali, épice de la contestation contre le gouvernement de droite de Duque et le narco-État uribiste, l'autorité de l'État est remise en question, tandis que se construit une conscience collective et un réel pouvoir populaire. Les paysans indigènes convergent vers les points de résistance dans les quartiers et la multitude opprimée se manifeste, se réapproprie son territoire. Les bases d'une révolution sont posées. Les jeunes délaissés par l'État trouvent une reconnaissance en première ligne. Ils s'engagent et risquent leurs vies pour défendre les rêves d'une Colombie plus juste, alors que la répression des forces étatiques et para-étatiques s'intensifie. Chaque nuit, de nouveaux cas d'assassinats sont signalés et plusieurs ONG ont dénoncé la découverte de fosses communes.

Depuis le début de la grève nationale, la ville de Santiago de Cali, capitale du Valle del Cauca, dans le sud-ouest du pays, est devenue la capitale de la résistance colombienne. Le 28 avril, les foules ont conver-

gé des quartiers vers le centre. Des banques et des supermarchés ont été pillés, les manifestants ont occupé l'espace, renversé la statue de Sebastián Belalcázar, le libérateur de Cali. Ils se sont emparés de la ville, ne serait-ce que pour quelques heures. Quelques heures qui ont marqué le symbole que Cali allait devenir. Épicentre de la grève nationale.

La réponse des autorités, contestées, ne s'est pas fait attendre. Le maire de Cali, la gouverneure du Valle del Cauca et le président Ivan Duque lui-même ont exigé la répression et la judiciarisation maximales du mouvement social. En quelques jours, l'armée a pris le contrôle de la ville, aux mains du général Zapateiro. Quelques semaines plus tard, des soldats montent encore la garde à la plupart des coins de rue et devant les bâtiments institutionnels. Il convient de mentionner que jusqu'à présent, les personnes assassinées, qui se comptent par dizaines à Cali, et les disparus, par centaines, l'ont été aux mains de la police ou de l'Esmad, la brigade anti-émeute.

'Pour les hommes et les femmes qui sont en première ligne, parce qu'il y a aussi des femmes, et il faut que cela soit clair, le fait d'être en première ligne leur donne accès à une identité totalement nouvelle, qui les rend visibles et leur offre une reconnaissance à l'intérieur et à l'extérieur des quartiers. Des personnes qui étaient auparavant exclues et invisibles ont désormais une raison d'être', explique Alexandra, psychologue et habitante de Yumbo, dans la banlieue de Cali. La résistance s'est organisée depuis les quartiers sud. Les points de rencontre et de lutte ont été rebaptisés : Puerto Resistencia, Glorieta a la lucha, Portada a la libertad, Loma de la dignidad...

En première ligne des manifestations et dans le cadre des cuisines communautaires, une chaîne de solidarité, une conscience politique et sociale s'est dessinée. La communauté s'organise, alimente le collectif avec des dons de nourriture, de vêtements, de matériel médical, parfois de cocktails Molotov. 'Il s'agit d'un soulèvement populaire spontané, sans planification ni expérience préalable', précise Alexandra. 'Ceux qui ne descendent pas à proprement parler dans la rue ont cherché d'autres moyens de soutenir la mobilisation. Il y a un éveil certain. Les voisins sortent et applaudissent depuis leurs portes et fenêtres. Ils ouvrent la porte aux jeunes quand c'est nécessaire pour les aider à fuir la police'.

Dans les petits commerces ou les échoppes installées dans les rues, des

repas sont préparés et distribués à toutes les personnes présentes. Des files d'attente se forment, car pour beaucoup, c'est le seul repas quotidien. Des activités culturelles et des ateliers sont organisés. Une conscience politique se construit et s'affirme, autour des histoires personnelles et de l'expérience collective de la lutte. Lors d'un atelier d'écriture dans le quartier de la Luna, Monica fait le constat suivant : 'Il y a beaucoup d'injustice, beaucoup de racisme, beaucoup de discrimination, beaucoup de classisme. Ce sont des choses auxquelles il faut réfléchir, dont il faut se souvenir. Ce que nous vivons est une opportunité historique. Nous sommes en train de changer la réalité. Cette mobilisation a permis de parvenir à des résultats que même le congrès n'avait jamais obtenus auparavant. Renverser les réformes, les ministres...'. 'Nous devons réclamer que le Congrès vienne dans les différentes villes et écoute le ressenti des gens. Sur les points de résistance, nous devons devenir des constituants primaires, là où réside la souveraineté et le pouvoir du pays, depuis les quartiers'.

Pendant ce temps, dans les campagnes, dans tout le Valle del Cauca, les axes routiers sont bloqués. Et comme la violence étatique s'est déplacée des campagnes vers les villes, à Cali, la garde indigène s'est invitée pour apporter son savoir-faire en matière de résistance. Les paysans, auto-organisés dans une Minga indigène et dans le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC) depuis des décennies, se sont rendus à la ville pour soutenir la grève et défendre les manifestants réprimés. Une convergence des luttes. 'Minga est un mot qui vient du quechua', explique Marlón, qui a quitté il y a deux ans un village du département voisin de Huila pour tenter sa chance à Cali. 'C'est un rassemblement collectif, un travail communautaire pour le bien commun, une lutte auto-organisée pour le bénéfice de tous'.

Le campus d'Univalle, la seule université publique de Santiago de Cali, est situé au sud de la ville, et est devenu un espace essentiel pour fédérer la lutte des quartiers. Un espace d'organisation et de conscientisation politique. Elle joue un rôle clé dans la construction du pouvoir populaire à Cali. Sur de nombreux points de résistance et d'autogestion, l'université du quartier est née : des professeurs ou des étudiants donnent des cours de politique, de sociologie, d'histoire, de biologie... Depuis le point de résistance de la Lune, Santiago, professeur à l'Univalle, explique : 'Nous essayons de récupérer l'Agora ouverte, où l'éducation est pertinente et

fonctionnelle pour le développement de notre peuple. Nous devons en faire une expérience constructive pour toutes et tous, en déplaçant les cours dans la rue, où les salles de classe sont les points de résistance’.

Ici, les places à l’université publique sont très rares, et nombreux sont ceux qui veulent étudier mais qui, en raison de leur statut social, n’ont pas accès à l’université. Avant la grève, beaucoup de jeunes se retrouvaient à Univalle, même s’ils ne pouvaient pas entrer dans les amphis. Ces jeunes sont en première ligne du mouvement social, et le droit à l’éducation figure en première ligne des revendications.

Comme partout ailleurs dans le pays, à Cali et dans tout le Valle del Cauca vit une minorité extrêmement élitiste. Mais ici, elle coexiste également avec de fortes communautés indigènes et afro-colombiennes. Dans les zones rurales, il existe un conflit pour la terre profondément enraciné. ‘Certaines grandes familles, les plus riches, s’approprient des centaines d’hectares, les laissent inutilisés, non cultivés, tout en privant les communautés du plein usage de leur territoire’, explique Sebastián, étudiant en sciences sociales à Univalle et habitant de Pichindé, une commune rurale de la banlieue de Cali. ‘Les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie créole cooptent également les institutions, ils gouvernent et imposent leurs intérêts, la police réprime comme ils le souhaitent. Ils sont ouvertement racistes et classistes’. A Yumbo, au nord de Cali, où vivent également certaines des sphères les plus favorisées de la région, la répression policière a été brutale pour débloquent les voies d’accès à ces ghettos dorés. Des corps de manifestants disparus y ont été retrouvés dans les rivières. Et la Commission interprofessionnelle pour la Justice et la Paix alerte sur ‘l’existence de fosses communes dans la municipalité de Yumbo où les corps de nombreux jeunes de Cali sont conduits’. Ils dénoncent ‘la responsabilité de la police dans des opérations de nature paramilitaire et manifestation criminelle’ et demandent à l’État de ‘procéder à un examen technique avec des experts en médecine légale et la participation d’observateurs internationaux’.

A Ciudad Jardín, un autre quartier privilégié, des civils sont sortis pour tirer sur les paysans de la garde indigène, qui après quelques semaines ont décidé de se retirer, face à ces milices paramilitaires racistes. Après un mois de grève nationale, le 28 mai, Ivan Duque s’est précisément rendu à Ciudad Jardín, pour y rencontrer les habitants de ce quartier réactionnaire et leur

annoncer, encore et encore, le déploiement maximal de l'armée, le triple des effectifs déjà présents, dans le Valle del Cauca. Le gouvernement protégera leurs intérêts économiques contre les jeunes vandales pauvres et les paysans indigènes incultes qui veulent reprendre le pouvoir sur leur propre existence et leurs propres territoires.



La Colombie n'a plus peur

Un soulèvement national continue de faire face à la violence étatique

(09/05)

(Source : Crimethink, site de tendance anarchiste, étatsunien)

Après des décennies de conflits armés et de violences paramilitaires, la Colombie a vu les mouvements de protestation revenir en force au cours de ces dernières années. Les manifestations énergiques de la semaine dernière dépassent même les points culminants du soulèvement national de novembre et décembre 2019. En réponse, le gouvernement le plus lourdement armé d'Amérique latine a mené une répression brutale.

La pandémie liée au COVID-19 et ses conséquences sociales et économiques ont fortement touché la Colombie. Le pays atteint un point de rupture alors que la classe dirigeante tente d'extraire les dernières gouttes de profit d'une population qui souffre déjà et qui est tenue en respect par une violence policière intense. Bien que ces conditions soient particulièrement extrêmes, elles ne sont pas propres à la Colombie – elles ressemblent à des situations similaires que l'on retrouve notamment en Grèce, au Brésil et dans d'autres régions du monde. Il ne s'agit pas de coïncidences, mais de manifestations parallèles d'un phénomène global. Partout, la pandémie a intensifié les disparités en matière de richesse, de pouvoir et d'accès aux moyens de subsistance, tout en servant de prétexte à une répression étatique accrue. En apprenant de celles et ceux qui sont confrontés à la violence étatique et paramilitaire en Amérique latine – dont une grande partie est soutenue et dirigée par les États-Unis et d'autres gouvernements et institutions capitalistes – et en leur témoignant notre solidarité, nous nous confrontons aux mêmes

forces mondiales qui menacent notre propre liberté et notre bien-être. Depuis la rédaction de ce texte, le président colombien Ivan Duque a fait une déclaration le dimanche 2 mai demandant au Congrès de retirer le projet de réforme fiscale qui avait suscité des protestations dans tout le pays. Cela rappelle la victoire qu'un mouvement social similaire a obtenue en Équateur en octobre 2019, inspirant des soulèvements au Chili et ailleurs dans le monde. Cependant, à ce jour, les protestations en Colombie se poursuivent – en particulier dans la ville de Cali, qui est sans aucun doute l'épicentre des manifestations – parce que cette loi ratée n'est que la mesure la plus visible d'un ensemble de réformes qui comprend également la privatisation des soins de santé.

Nous présentons ici la traduction d'un rapport de Medios Libres Cali, une organisation médiatique indépendante de la ville de Cali. Une version adaptée du texte original a été publiée en trois parties par Avispa Midia. Pour en savoir plus sur la situation en Colombie, nous vous recommandons notre article sur le contexte du soulèvement de masse contre les violences policières qui a eu lieu en septembre dernier.

« Le narco-État nous tue. »

Malgré les accords de paix signés par le gouvernement et les FARC-EP (Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple) en 2016, qui étaient censés mettre fin au conflit armé en Colombie, le paramilitarisme et le narcotrafic continuent d'alimenter la guerre. El Centro Democrático (le parti de l'ex-président Álvaro Uribe et de l'actuel président Iván Duque) est responsable de la poursuite de la guerre et concentre son pouvoir sur l'affirmation du contrôle politique et financier du pays.

En février 2021, 252 anciens guérilleros des FARC qui s'étaient démobilisés pour signer un accord de paix ont été assassinés. Aujourd'hui, quatre ans après la signature de cet accord de paix, le gouvernement a mis en œuvre moins de 75 % de l'accord, et n'a pris aucune mesure concernant les éléments substantiels de ce dernier qui étaient censés s'attaquer aux causes structurelles du conflit, comme l'accès à la terre, sa redistribution et sa possession – enjeu qui est historiquement l'une des causes de la profonde inégalité dans le pays.

Cette inégalité s'est intensifiée avec l'arrivée de la pandémie, montrant clai-

rement l'inefficacité, l'incapacité et le désintérêt de l'État pour le bien-être de sa population. La décision tardive de fermer les aéroports a considérablement accéléré la propagation précoce du virus. Aujourd'hui, alors que la Colombie connaît son troisième pic de COVID, la nation est confrontée à une vague encore plus grave de violence, de pauvreté et de corruption, dont la faim est l'un des pires problèmes. La guerre baigne notre territoire dans le sang. Au cours des premiers mois de 2021, au moins 57 participants influents au sein des mouvements sociaux ont été assassinés, dont 20 autochtones, la plupart originaires du département du Cauca. En outre, 158 féminicides ont été commis au cours des trois premiers mois de l'année et plusieurs autres massacres ont été perpétrés.

La Colombie est le pays des exécutions extrajudiciaires. Un rapport de la Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP) a fait état de 6 402 meurtres illégaux de civils entre 2002 et 2008, tous présentés de manière malhonnête par l'armée et la police comme individus « tués au combat ». Ces meurtres ont atteint un pic en 2007 et 2008, pendant la présidence d'Álvaro Uribe Vélez. Ce chiffre se rapproche du nombre total de victimes lors de la dictature militaire de Jorge Rafael Videla en Argentine ; il représente plus du double du nombre officiel de victimes exécutées ou disparues sous Augusto Pinochet au Chili. En Colombie, les gens ne se demandent plus qui a donné les ordres pour ces meurtres. Ils et elles savent que les ordres venaient d'Uribe, et ils et elles n'ont plus peur de le dire haut et fort. La Colombie n'a plus peur.

Depuis l'accord de paix, le gouvernement d'Iván Duque (un protégé d'Uribe) cherche à saper la paix par tous les moyens possibles, et il y parvient. Selon l'INDEPAZ (Institut d'études pour le développement et la paix), 124 massacres ont eu lieu en 2020 et 2021, impliquant plus de 300 victimes au total. Plus de 1 000 militants ont été assassinés en Colombie depuis la signature de l'accord. Vivre dans ce pays est une lutte constante contre les politiques d'austérité d'un gouvernement dont la seule réponse aux besoins de la population est un coup de pied au visage. Parallèlement aux programmes économiques qui favorisent la misère et les inégalités, des programmes politiques génocidaires visent à exterminer toute identité collective extérieure ou opposée à l'ordre régnant.

Le COVID-19 est le cadet de nos soucis

Au milieu d'un troisième pic d'infections liées au COVID-19, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour participer à la grève générale du 28 avril. Qu'est-ce qui pourrait pousser les gens à surmonter leur peur du virus et à occuper les rues face au gouvernement le plus sanguinaire d'Amérique latine ?

La gestion corrompue et négligente de la crise générée par le COVID-19 par l'administration Duque a précipité le pays dans une spirale d'appauvrissement croissant et exponentiel. Selon les chiffres du gouvernement, en 2020, l'équivalent de 11,5 millions de dollars US (soit environ 9,5 millions d'euros) ont été investis dans les infrastructures hospitalières et l'aide humanitaire sous forme de transferts économiques ; pourtant, des milliers d'accusations de corruption ont été formulées concernant la gestion de ces politiques. Pendant ce temps, le gouvernement de Duque n'a pas réussi à mettre en œuvre une proposition de revenu de base signée par 4 000 personnes, dont au moins 50 membres du parlement, afin de soutenir les ménages qui en ont le plus besoin. Jour après jour, ces personnes doivent sortir dans la rue et risquent de s'exposer au virus pour survivre.

« Si le COVID ne nous tue pas, ce gouvernement pervers le fera. »

Au contraire, le gouvernement s'est concentré sur le soutien aux banques, en garantissant leur liquidité financière grâce à des fonds transférés directement du Fonds d'atténuation des urgences (FOME – Fondo de Mitigación de Emergencias) créé à la suite de la pandémie. Les experts ont déclaré que, uniquement grâce aux transferts connus sous le nom de « revenu de solidarité », les banques empocheraient au moins 6,3 millions de dollars US (soit un peu plus de 5 millions d'euros) prélevés directement sur les fonds du trésor public. Cependant, ce « revenu de solidarité » n'est jamais arrivé dans les mains des personnes qui en ont réellement besoin. En Colombie, même pendant la pandémie, nous continuons à voir la grande majorité des gens s'appauvrir tandis que les riches s'enrichissent.

Rien de tout cela n'est nouveau. Depuis des décennies, la classe politique regroupant conservateurs et politiciens de droite se présente comme les intermédiaires entre le pays et l'économie mondiale hégémonique. Ils et elles maintiennent systématiquement cette position en exterminant les peuples, en volant les terres et en dominant la majorité des travailleurs et travail-

leuses. Il s'agit d'une dictature déguisée, avec suffisamment d'armes et de ressources pour maintenir le pays enchaîné pendant encore de nombreuses décennies.

Le soulèvement populaire qui a lieu aujourd'hui n'est pas spontané. Il s'agit plutôt d'une réaction à des années et des années de domination et d'injustice. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase et a entraîné les protestations d'avril dernier a été la proposition de la « loi sur le financement de la solidarité », une réforme fiscale qui appauvrira la majorité de la population.

Sous prétexte de réduire le déficit qu'elle a créé avec la dernière réforme, l'administration de Duque a eu la terrible idée d'augmenter le coût de la vie dans l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Il est choquant qu'en pleine crise, le gouvernement colombien décide d'augmenter les taxes alimentaires pour les classes inférieures et moyennes. Il est absurde d'augmenter le prix des denrées alimentaires lorsque la population souffre de faim. Il est encore plus scandaleux que les réformes proposées ne nuisent pas seulement aux gens ordinaires, mais enrichissent encore davantage les monopoles les plus riches du pays.

Depuis la grève générale de 2019, l'utilisation de boucliers pour se défendre contre les attaques de la police lors des affrontements de rue est devenu un élément tactique crucial pour les manifestants.

La réforme fiscale peut nous ruiner, mais la réforme de la santé nous tuera. Les décisions qui déterminent la direction du pays et l'avenir de millions de personnes sont prises uniquement par les élites politiques, militaires et économiques. Elles adoptent successivement des lois en faveur des empires bancaires ainsi que ceux liés à l'élevage ; des lois en faveur des intérêts financiers nord-américains, asiatiques et européens ; des lois pour s'accorder l'immunité après avoir volé les ressources d'autres personnes ; des lois pour se maintenir au pouvoir tant au niveau local que national. Ces lois sont approuvées à huis clos, sans aucun débat public. L'un des exemples les plus évidents de ce que nous énonçons est la réforme juridique qui apportera des changements au système de santé colombien. Introduite le 16 mars 2021, elle n'a toujours pas été adoptée par le Congrès, mais ses partisans au sein du corps législatif ont mené des actions secrètes dans la nuit du 26 avril pour tenter de la faire passer en force alors que l'attention était fixée sur la réforme fiscale.

Cette réforme de la santé pourrait être pire que le COVID-19 lui-même. Essentiellement, elle vise à mettre en œuvre la privatisation complète du système de santé colombien. Nous devons payer la totalité des frais de couverture santé pour toute forme de pathologie, ou alors l'EPS (l'assurance maladie publique colombienne) nous refusera l'accès aux soins médicaux. Les personnes qui ont besoin de soins médicaux par l'intermédiaire de l'EPS devront prouver qu'elles prennent bien soin d'elles-mêmes et qu'elles n'ont rien fait de « mal » pour causer leur maladie ou leur blessure ; si leur assureur peut prouver le contraire, il pourra leur refuser la couverture des frais médicaux, les obligeant à payer de leur poche. Ce programme vise également à mettre fin aux programmes de vaccination publics municipaux – au plus fort de la pandémie – et à donner aux fournisseurs d'assurance maladie le pouvoir de décider comment offrir ces services et à qui.

Cette réforme permettrait aux multinationales et aux sociétés pharmaceutiques transnationales d'imposer les prix et les règles du marché des soins de santé en Colombie. Elle mettrait fin aux réductions tarifaires en termes d'assurance maladie pour les personnes exerçant des professions dans les secteurs de l'enseignement, de l'industrie et dans les forces armées. Les hôpitaux devront fournir des résultats dans le cadre d'une proposition horriblement similaire à celle des « résultats » que le gouvernement Uribe exigeait des soldats et qui se sont traduits par plus de 10 000 « faux résultats positifs » – la pratique des exécutions extrajudiciaires avec laquelle le gouvernement et l'armée enlevaient et assassinaient des jeunes gens, puis les présentaient lors de fausses déclarations comme étant des combattants des FARC-EP afin de remplir leurs quotas.

De même, on estime que la loi actuelle sur la santé, qui a privatisé l'ensemble du système de santé colombien en 1993, a entraîné la mort d'un million de personnes par manque d'attention médicale ou par négligence, faisant encore plus de victimes que le conflit armé.

Cinq jours de mobilisation, de protestations et de grève générale

Dès le début de la pandémie, les plus pauvres ont dû faire un choix cruel entre rester chez elles ou chez eux pour éviter le virus et travailler pour survivre. Quelques semaines après le début de la pandémie, des mouchoirs rouges ont commencé à apparaître aux fenêtres des maisons des quartiers marginalisés, signifiant que les habitants souffraient de la faim. Très vite, on pouvait voir ces mouchoirs par milliers.

C'est pourquoi, un an après le début de la quarantaine, lorsque le gouvernement a proposé une réforme fiscale qui allait frapper de plein fouet les classes inférieures et moyennes, les gens n'ont pas hésité à descendre dans la rue. Dans ce moment de crise, il n'y avait plus de choix, seulement de la rage et de la frustration. Il était temps de mettre un terme au « bon » fonctionnement de la Colombie pour défendre la dignité humaine.

« La corruption et l'oppression sont détruites par la rébellion. »

Il n'y avait pas de leaders, seulement une date proposée par les syndicats – le 28 avril – et cela a suffi pour que les familles, les amis, les voisins et les quartiers s'auto-organisent via les réseaux sociaux. Les gens se sont rassemblés dans les rues en un grand flot de communautés marchant ensemble vers les principaux points de rassemblement et les différentes entrées de la ville. Cette stratégie était un moyen efficace de rendre la grève réelle et effective, en s'assurant que personne n'entre ou ne sorte de la ville.

Le premier jour a été marqué par des cris, des discours, des chants et des danses dans la rue. C'est ainsi que nous sommes à Cali : heureux, courageux, dignes et festifs, danseurs et guerriers. Les gens sont rentrés chez eux ce soir-là, fatigués mais avec le sourire de celles et ceux qui ont accompli quelque chose. Les jours suivants, les blocages se sont multipliés et le nombre de participants aux manifestations a augmenté, manifestant inspirés par des exemples de résistance pour surmonter la peur de la répression.

Mais de son côté, le gouvernement a lui aussi de l'expérience, expérience particulièrement violente et paramilitaire. Il a commencé à arrêter, tuer, kidnapper, faire disparaître et violer des jeunes gens. Cela n'a fait qu'augmenter l'intensité de la résistance dans les rues.

Alors que des mesures restrictives étaient encore en place dans certaines villes colombiennes, le gouvernement a décrété le 28 avril un couvre-feu à partir de 20 heures. Cette tentative avait pour objectif de briser la continuité de la mobilisation. Le lendemain matin, à 10 heures, les autorités avaient déjà apporté des modifications à cette nouvelle mesure pour répondre au mécontentement qui se manifestait alors dans les rues, utilisant ainsi le prétexte de vouloir éviter les situations de foule pour faire pression sur les gens par le biais du couvre-feu.

Le 30 avril, troisième jour de grève, les autorités sont passées à une stratégie

de terreur d'État – la même terreur qu'elles ont utilisée à d'autres occasions pour paralyser les communautés. Les mesures restrictives prétendument rendues nécessaires par la pandémie ont servi de prétexte aux services de police pour procéder à des arrestations massives et illégales sous le couvert d'arrêtés municipaux, ainsi qu'à de graves abus d'autorité, se traduisant notamment par des meurtres ; par l'usage excessif de la force ; par des menaces ; par des arrestations irrégulières ; par la destruction des biens des manifestants et par des abus sexuels.

Néanmoins, le 1er mai, la participation aux manifestations a dépassé toutes les attentes et de nombreuses autres villes se sont jointes au mouvement. Ce jour-là, des manifestations avaient lieu dans plus de 500 villes du pays. Les souvenirs d'autres luttes difficiles, transmis par nos parents et nos grands-parents, nous rappelle que lorsque le peuple s'unit, il n'y a pas de pouvoir plus transformateur.

Le 1er mai à 23 heures, l'organisation de défense des droits de l'homme Temblores a reçu, par l'intermédiaire de sa plateforme de plaintes pour violences et abus policiers « GRITA », des rapports faisant état de 940 plaintes pour violences policières ; de 92 victimes de violences physiques commises par des policiers ; de 21 personnes assassinées par les forces de l'ordre ; de quatre victimes d'abus sexuels aux mains de policiers et de 12 personnes blessées par balle par la police.

Cali: capitale de la résistance

La ville de Cali s'est lancée corps et âmes dans la protestation, s'organisant de manière spontanée pour permettre aux personnes de se rencontrer. Les gens ont afflué sur les principaux lieux de rassemblement avec une belle créativité. La nourriture y est toujours présente – des repas variés et délicieux sont distribués à partir de pots communs. C'est là également que se trouve la ligne de front, ainsi que les autres lignes de soins et de défense tenues par les jeunes en résistance. De nombreux quartiers de la ville ont été rebaptisés : La Loma de la Cruz, "La Colline de la Croix", s'appelle maintenant La Loma de la Dignidad, "La Colline de la Dignité" ; El Paso del Comercio, "Le Passage du Commerce", s'appelle maintenant El Paso del Aguante, "Le Passage de l'Endurance". Le Pont des Mille Jours est devenu le Pont des Mille Lutttes et la Porte de la Mer est maintenant dénommée la Porte de la Liberté

Des barricades ont été érigées et sont défendues dans tout Cali.

Cependant, jour après jour, la répression s'est poursuivie. Faisant écho à la phrase « Je me souviendrai toujours du moment où j'ai jeté une pierre par colère et où le gouvernement répressif a répondu par des balles et des éclats d'obus », les gens ont vécu des journées intenses de résistance en défendant au moins sept blocus permanents dans toute la ville. Les habitant e s de Cali ont protesté en grand nombre et avec détermination dès le premier jour des mobilisations. Dans la plupart des lieux de rassemblement, les gens ont été provoqués par les forces de l'ordre, ce qui a conduit à des affrontements entre les manifestant e s et la police anti-émeute (ESMAD). Le gouvernement municipal du maire Jorge Iván Ospina a confié la tâche de maintenir l'ordre lors des manifestations au Groupe d'opérations spéciales (GOES) de la police nationale.

Nous présentons ici un aperçu des atrocités commises par la police à Cali lors des différents jours de grève. Ces informations ont été compilées par un certain nombre d'organisations de défense des droits humains.

« Assassins, violeurs. #ESMAD #policias »

#28A – 28 avril 2021

- Huit personnes ont été grièvement blessées et 50 ont été légèrement blessées par des grenades lacrymogènes et des grenades assourdissantes lancées par l'ESMAD.

- La police a tiré dans le dos de Marcelo Agredo Inchimad, 17 ans, dans le quartier de Mariano Ramos. Il est décédé à la clinique Valle del Lili.

- La police a assassiné Jaison García, 13 ans. Il a été admis à l'hôpital Carlos Holmes Trujillo, dans le quartier de República Israel, sans signes vitaux.

- Six personnes ont été emmenées dans des postes de police et relâchées avec des amendes pour avoir violé le couvre-feu décrété par le maire Jorge Iván Ospina.

- De nombreuses vidéos prises par des manifestant e s ont montré que la police utilisait des armes dites « moins létales » de manière inappropriée¹ et utilisait également des armes à feu pour tirer sur les manifestant e s.

#29A – 29 avril 2021

- Des policiers ont assassiné Miguel Ángel Pinto, 23 ans, sur le lieu de rassemblement appelé « Puerto Resistencia ».

- La police a arrêté 106 manifestant e s et les a transféré e s dans diffé-

rents postes de police, où ils et elles ont été battus, torturés et dépouillés de leurs effets personnels et de leur matériel audiovisuel. Au moins 31 disparitions ont été signalées.

- Un manifestant de la Calle Quinta a été touché à l'œil par une grenade lacrymogène et est gravement blessé.

- La disparition de Michel David Lora, 16 ans, ressortissant vénézuélien, a été signalée. Après avoir été arrêté avec sa mère, Lora a été emmené dans un abri temporaire. Lorsque sa mère est arrivée au poste de police pour le récupérer, on lui a dit que son fils n'était pas là.

#30A – 30 avril 2021

- Pendant les manifestations, Edwin Villa Escobar, un commerçant, et Einer Alexander Lasso Chará, retraité, ont été assassinés dans le quartier d'El Diamante. Jovita Osorio, une enseignante de maternelle, a été assassinée dans le quartier Paso del Comercio et trois autres personnes non identifiées ont été tuées dans le quartier El Poblado, dans l'est de Cali. Ces incidents ont été filmés.

- Angely Vivas Retrepo a reçu une balle dans la jambe gauche dans le quartier de Julio Rincón, près du lieu de rassemblement de Calipso. Dans le même temps, deux femmes et un homme ont été blessés dans le quartier de Las Américas. En outre, la police a blessé 105 autres personnes.

- Deux membres de l'organisation de défense des droits humains Francisco Isaías Cifuentes, Daniela Caicedo et José Cuello, ont été arrêtés sur le lieu de rassemblement Sameco. La police a volé les documents et signes distinctifs permettant de les identifier comme faisant partie de l'organisation.

- La police a emmené 94 personnes dans des postes de police depuis les différents lieux de protestation de la ville. Beaucoup ont été battues et torturées par la police à l'intérieur des commissariats.

- José Miguel Obando, Diego Alejandro Bolaños et Jhon Haner Muñoz Bolaños auraient disparu.

#1M – 1er mai 2021

À l'heure où nous écrivons ces lignes, aucun rapport répertoriant les atteintes aux droits humains pendant la journée du 1er mai n'a encore été établi, et ce, malgré le nombre important de manifestants qui ont rejoint une grande partie des différents lieux de rassemblement du centre-ville. Des attaques indiscriminées ont été signalées sur les lieux de protestation de

Paso del Aguante, Calipso et Puerto Resistencia. La police a profité de la nuit pour attaquer les points les plus vulnérables des manifestations du 1er mai. Des rapports provenant de toute la ville ont fait état de civils armés tirant dans les quartiers avoisinants ces zones. Cette nuit-là, l'état d'« Assistance militaire » a été déclaré pour légaliser la militarisation des villes où se poursuivaient la mobilisation et la résistance civile contre la réforme fiscale.

Les outils de l'ennemi : Une réponse militaire à la protestation sociale

Il a été difficile de trouver des informations sur les dépenses militaires auprès de sources officielles. Il semble que les autorités aient l'intention de cacher la vérité sur les dépenses gouvernementales en termes de matériel de guerre. La Colombie dépense actuellement environ 40 trillions de pesos colombiens (soit environ 10,5 milliards de dollars US ou 8,6 milliards d'euros) pour le ministère en charge de la défense chaque année. Le budget militaire est historiquement élevé, car le conflit interne se poursuit et s'intensifie depuis plusieurs décennies maintenant. Malgré les efforts déployés pour établir des pourparlers de paix, le conflit s'est aujourd'hui diversifié et intensifié dans de nombreuses régions du pays, et les dépenses du secteur de la défense représentent désormais environ 11 % des dépenses publiques de la Colombie – un pourcentage élevé pour un pays à l'économie affaiblie. Cela place la Colombie à la 25e place du classement mondial des dépenses publiques dédiées au secteur de la défense, loin devant des pays comme la France (avec 3,3 %), l'Espagne (2,9 %), ou même le Brésil (3,86 %).

L'ESMAD (Escuadrón Móvil Antidisturbios, la brigade mobile anti-émeute), une division de la police nationale colombienne, a été créée en 1999 pour réprimer les mobilisations dans le pays. Elle était censée être une force spéciale temporaire, mais elle existe maintenant depuis plus de 20 ans et s'est renforcée au fil des gouvernements successifs. Aujourd'hui, elle est composée de 3 876 agents et dispose d'un budget de 490 milliards de pesos (soit environ 131 millions de dollars US ou 107,6 millions d'euros). Depuis sa création, la brigade a assassiné au moins 20 civils – meurtres que les autorités décrivent régulièrement comme étant de simples « usages excessifs de la force ».

Aujourd'hui, le gouvernement Duque-Urbe, éloigné du peuple et anticipant un fort mécontentement populaire découlant des mesures susmentionnées, a alloué des millions pour renforcer ses forces de sécurité. Le gouvernement

se prépare depuis un certain temps déjà à utiliser la répression pour faire face aux troubles. En mars 2020, au début de la crise sociale et économique provoquée par le COVID-19, il a acheté cinq véhicules blindés pour un montant de 8 milliards de pesos (soit environ 2,1 millions de dollars US ou 1,7 millions d'euros) ainsi que 9,515 milliards de pesos (soit environ 2,5 millions de dollars US ou 2 millions d'euros) de munitions et d'armements pour l'ESMAD. Le budget 2021 a été augmenté de près d'un milliard de pesos. En bref, ce gouvernement répond à la protestation sociale comme s'il était en guerre.

Pourtant, ni l'ESMAD ni la police n'ont réussi à contenir la grève générale. C'est pourquoi le président Duque a déclaré l'installation d'une « Assistance militaire » dans toutes les villes qui en ont besoin – une mesure qui permet d'utiliser des forces militaires pour répondre aux désordres publics et aux catastrophes naturelles. La présence de ces forces armées dans les rues restreint les droits individuels comme si nous étions dans un état de siège. La présence militaire dans les rues augmente la possibilité d'actes de guerre pendant les manifestations, car l'État aborde la situation d'un point de vue militaire.

Les rues débordent

Les Colombiens se sont rassemblés à chaque coin de rue, bloquant et immobilisant toutes les villes. Les quartiers ont pris d'assaut les rues pour rejeter la réforme fiscale sous le slogan « Si nous ne nous unissons pas, nous coulerons. » La Colombie est devenue un fleuve d'individus en colère. Un grand feu d'unité s'est répandu en l'honneur de celles et ceux qui ont donné leur vie. Leur perte nous blesse profondément, mais leur mort ne doit pas être vaine. Les voix de tout le pays se font entendre et une multitude de marches ont propagé la voix de la résistance.

La Colombie s'est débarrassée de sa peur. Nous n'avons plus rien à perdre.

1. Note de l'éditeur : Il ne s'agit pas ici de suggérer qu'il existerait une quelconque bonne façon pour la police d'utiliser des armes dites « moins létales ».



«Au lieu de cela, nous sommes devenus des millions»

(Source: Crimethink aussi)

A noter que ce qui suit est issu d'une traduction automatique via le logiciel deepl, donc moins fiable. Mais ces textes sont intéressants. Il s'agit d'un article écrit par un média alternatif colombien, puis de deux entretiens. Le texte était illustré d'images, que nous avons retiré. Malgré notre vigilance, peut-être que quelques une des légendes qui accompagnait ces images sont restés dans la brochure.

La grève générale en cours en Colombie

Malgré la répression brutale de l'État, la grève générale en Colombie se poursuit avec vigueur depuis 23 jours. La révolte s'est largement déroulée sans leader et la solidarité s'est élargie pour inclure un éventail impressionnant de la société colombienne : Les mouvements indigènes et afro-colombiens, les personnes homosexuelles et transsexuelles, les travailleurs, les étudiants, les personnes dont les emplois précaires ont été perdus à cause de la pandémie. Comme dans de nombreux autres soulèvements récents dans le monde, celui-ci a été mené avant tout par des jeunes qui savent que leur seul espoir d'avoir un avenir est de se battre pour lui. Des millions de personnes sont unies dans leur rejet des conditions de vie insoutenables et de l'horrible violence policière.

C'est une grève du 21e siècle. Dans un pays où la majorité des gens occupent des emplois précaires dans une économie informelle, aujourd'hui dévastée par la pandémie et les restrictions gouvernementales, cette grève consiste moins à ne pas aller travailler qu'à tout bloquer activement. Les blocages ont réussi à stopper le commerce dans de nombreuses villes, mais ils ont un double rôle : ces points sont aussi le lieu où les gens se rassemblent et expérimentent de nouvelles façons de vivre ensemble et de prendre soin les uns des autres, en dehors des diktats du capitalisme et de l'État.

Les peintures murales, les danses, les barricades, les infirmières, les casseroles de nourriture fumante, les boucliers et les conversations entre voisins sont tous aussi importants les uns que les autres dans ce soulèvement. Les connaissances et les compétences ont été partagées entre des mouvements ayant des décennies d'expérience et de jeunes rebelles en première ligne. Les gens combinent des expressions courageuses de joie et d'attention

avec une détermination de fer à se battre.

Il y a des échos tactiques d'autres révoltes de ces dernières années - Hong Kong, Chili, États-Unis - mais l'organisation horizontale de la grève est significative : elle représente une rupture majeure avec le passé colombien de lutte armée et de mouvements syndicaux centralisés. Des assemblées populaires ont vu le jour pour prendre les décisions ; les dirigeants sont méfiants et ignorés ; les gens ont peu confiance en l'État.

Cela a du sens dans un pays où l'État a régné par la seule peur et la mort pendant des décennies - mais alors que le nombre de personnes assassinées, blessées et disparues pendant les manifestations continue de s'accumuler, la bravoure de ceux qui sont dans la rue est inspirante. Vous pouvez faire un don de fournitures médicales pour les manifestations à Cali ici, ou encore mieux, organiser une manifestation de solidarité. Une grande partie du budget d'armement de la Colombie provient des États-Unis. La solidarité internationale est encore plus cruciale depuis le 17 mai, date à laquelle le président colombien Iván Duque a déployé la police et l'armée en force pour lever tous les blocages.

Nous avons traduit un rapport de Medios Libres Cali, publié à l'origine en espagnol le 11 mai, et réalisé deux entretiens avec des participants au mouvement de Cali, le 12 mai, et de Bogota, le 17 mai. Ensemble, ils documentent un mouvement historique en Colombie, qui établit des précédents cruciaux pour les mouvements à venir dans le monde entier.

Rébellion digne et organisation sociale : La Colombie tient bon dans la lutte après quatorze jours de grève générale de 2021

(Un article de Medios Libres Cali.)

Qui sommes-nous, comment et pourquoi faisons-nous grève ?

«Nous faisons grève parce que nous n'en pouvons plus». Les communautés ouvrières ont décrit cette grève de la meilleure façon en comparant la situation en Colombie à une cocotte-minute : la grève est la manifestation d'une masse critique de griefs qui arrive à ébullition. Parmi ceux-ci figure le paquet de quatre réformes désastreuses qui s'attaquent aux communautés les plus pauvres et profitent aux secteurs privilégiés : la réforme fiscale

qui prélèverait une TVA de 19% sur les aliments de base ; la réforme de la santé qui privatise les soins et en supprime l'accès ; la réforme des retraites qui transfère de l'argent à des fonds privés ; et la réforme du travail qui pourrait permettre des exceptions au salaire minimum.

Mais le paquet de réformes n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il s'agit d'une société minée par la pauvreté et l'inégalité, d'un pays en guerre depuis des décennies et gouverné par un narco-État qui montre chaque jour davantage son vrai visage. Jour après jour, le manteau de la démocratie tombe pour révéler le visage de la dictature. C'est pourquoi les communautés ont refusé d'accepter ces réformes, car elles n'en pouvaient vraiment plus. Déjà en 2019, le soi-disant «paquet Duque» a déclenché une mobilisation massive paralysant le pays pendant près de deux mois, connue sous le nom de 21N (le 21 novembre 2019, date à laquelle cette grève a commencé). Tard dans la nuit, à huis clos, le gouvernement - soutenu par l'extrême droite Uribe¹ - a signé un décret créant le Grupo Bicentenario, un holding financier d'État, alors que les manifestations avaient demandé le retrait du projet comme l'un des dix points non négociables de la grève. Le Grupo Bicentenario est composé de 19 sociétés financières, dont Banco Agrario, Findeter, Finagro, Icetex et le Fonds national d'épargne. Il semble que toutes les atrocités précédentes n'aient pas suffi. Plus de 30 000 personnes ont disparu depuis 1985, selon la Commission de la vérité, dans le cadre d'une attaque permanente contre les mouvements sociaux, visant systématiquement les communautés indigènes en particulier. C'est un pays nourri par la violence, dans lequel 6402 exécutions extrajudiciaires ont été confirmées entre 2002 et 2008. Plus de 900 participants influents des mouvements sociaux ont été assassinés depuis 2016, selon Indepaz-101 pour la seule année 2020, selon un rapport de la Juridiction spéciale de la paix (JEP). Le déplacement des communautés rurales se poursuit, avec 28 509 personnes déplacées de manière violente et confinées en 2020, selon le bureau de l'Ombudsman colombien. En même temps, c'est un pays qui vit avec la faim - à la mi-2020, l'Institut national de la santé avait recensé au moins 9151 cas d'enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë - et dont l'économie a été dévastée par la pandémie.

Ensemble, toutes les différentes formes de mécontentement qui en résultent ont donné à de nombreuses personnes le sentiment que la grève est

la leur. C'est pourquoi tant de personnes ont manifesté leur solidarité et sont redescendues dans la rue avec rage et, surtout, sans crainte. Des milliers de personnes n'ayant rien à perdre ont choisi de participer à une grève qui dure maintenant depuis 14 jours. La grève appartient au peuple, au quartier, aux voisins, aux mères, aux employés, aux étudiants, au mouvement social, aux hooligans, aux travailleurs, aux communautés noires et indigènes, aux camionneurs, aux chauffeurs de taxi, aux agriculteurs, aux femmes et à toutes les équipes LGBTQI+. Plus que tout, cette grève appartient à la jeunesse ouvrière du pays.

Le peuple colombien est fatigué de ne pas être entendu, fatigué des marches futiles qui arrivent dans les grands centres du pouvoir et finissent dans les mains manipulatrices des courtiers du pouvoir qui négocient le non-négociable. Cette grève a commencé à fermenter au cœur des quartiers populaires, sur les lèvres des grands-mères et des voisins, des mères et des enseignants qui se soucient de la jeunesse. Ce n'est donc pas un hasard si la grève a rassemblé et concentré les gens aux entrées des villes plutôt que sur les places, aux carrefours cruciaux plutôt que dans les bâtiments municipaux, dans les quartiers populaires plutôt que dans les zones touristiques : des lieux qui représentent vraiment quelque chose pour les gens. Ni la démission de Carrasquilla (le ministre des finances) ni le retrait de la réforme fiscale n'ont réussi à arrêter cette vague de protestation. La grève partage la couleur et le visage de notre peuple, le sentiment dans les quartiers. Dans les points de grève², ceux qui avaient été longtemps invisibles dans la société ont commencé à émerger comme protagonistes, ceux qui n'ont pas de voix et qui veulent un avenir. Des héros émergent, qui défendent la zone comme la ligne de front, des jeunes organisés contre l'appareil d'État dirigé par l'ESMAD (la police antiémeute colombienne) et son escadron de la mort. Des campagnes médicales improvisées, des infirmières et des ambulanciers émergent dans cette guerre urbaine qui laisse tant de morts : des gens qui soignent les gens, les gens qui se soignent eux-mêmes. Des mères arrivent avec leur amour et leurs assaisonnements pour préparer des repas communautaires dans les rues. Elles allument le feu de cuisson, le ravivent, et elles ont de la nourriture pour des milliers de personnes, car c'est ainsi que les gens persistent et maintiennent une grève. Les défenseurs des droits de l'homme brillent de leur

propre lumière : au milieu des tirs, ils protègent les gens, veillent à ce que nous rentrions chez nous dans l'obscurité d'une dictature insidieuse et cherchent jusqu'à ce qu'ils retrouvent les personnes disparues par les lâches de l'État.

La réponse du gouvernement

Le gouvernement colombien se dit être un État social régi par l'État de droit, mais en Colombie, personne ne sait ce que sont les lois, et l'État n'est reconnaissable qu'à la force qu'il utilise contre les gens et à sa négligence systématique.

Le nombre de morts et de disparus dans ce pays est terrifiant. Depuis des décennies, nous voyons s'accumuler des statistiques sinistres, des villages baignés dans le sang, des vagues de violence qui constituent l'histoire de notre sol. Mais ce qui s'est passé au cours des 14 derniers jours de grève générale et de protestation généralisée s'est gravé dans la mémoire collective comme le démasquage d'un État dictatorial. Nous avons vécu la militarisation des villes, les excès de la violence policière, la violence d'État, la mort d'innocents aux mains de la police, les disparitions forcées et l'alliance des forces paramilitaires et de sécurité de l'État. Voilà l'honnêteté brutale de l'héritage d'Uribe et de ses structures de guerre para-étatique.

Temblores et Indepaz, deux organisations de défense des droits de l'homme, ont publié le 9 mai un rapport cinglant, riche en chiffres effrayants : un total de 47 personnes assassinées, dont 39 confirmées par la police. Parmi ces cas, 36 se trouvaient dans le département (l'équivalent des États en Colombie) de Valle del Cauca (35 à Cali et un à Yumbo). En outre, il y a eu au moins 1876 cas de violence policière au niveau national, dont les suivants :

- 278 victimes de violences physiques
- 963 manifestants arrêtés arbitrairement
- 356 interventions violentes contre des manifestations pacifiques
- 28 personnes blessées aux yeux
- 111 personnes touchées par des tirs à balles réelles
- 12 personnes agressées sexuellement
- 500 personnes ont disparu

Manifestants tenant les noms des personnes tuées pendant la grève. Ce type de violence d'État est sans précédent dans les villes colombiennes. L'État traite la protestation sociale comme une guerre non déclarée ; des effectifs policiers démesurés et un usage outrageux de la force (notamment des armes à feu, en coordination avec des tireurs d'élite et des hélicoptères qui tirent sur une population sans défense) font désormais partie du paysage des villes les plus opprimées du pays. Les rues et les quartiers se sont transformés en champs de bataille. Les montagnes et les jungles, les chemins ruraux et les townships vivent déjà cela depuis des décennies. La stratégie de la peur est macabre. Des personnalités de haut rang comme l'ex-président, l'ex-sénateur et le chef du parti Centro Democrático, Álvaro Uribe Vélez, le directeur général des FFAA (Forces armées colombiennes), Eduardo Zapateiro, le ministre de la défense, Diego Molano, le bureau du procureur général et d'autres politiciens d'extrême droite et uribistes ont fait des déclarations horribles, déclarant ouvertement la guerre aux manifestants. Il convient de noter le discours utilisé par la machine uribiste pour inciter les groupes élitistes blancs de Cali à répondre par les armes aux manifestations, en utilisant des termes tels que «terroristes» pour désigner les manifestants et en alléguant des liens entre la minga³ indigène et des groupes de guérilla ou des armes introduites en contrebande dans les points de blocage.

Il existe des centaines de vidéos montrant des membres des forces armées, de l'ESMAD, de la police, des agents des services de renseignement et des citoyens armés organisés attaquant des rassemblements et des assemblées pacifiques, pointant leurs armes à feu sur la foule, semant la terreur parmi les manifestants et tirant, blessant et tuant des personnes dans la rue. Malgré cela, les médias nationaux ont non seulement honteusement dissimulé la réalité de la situation, mais ont également déformé les actes de protestation en fonction du récit de l'État. Le fait que plus de 500 personnes aient disparu après avoir été arrêtées pendant les manifestations indique la gravité des violations des droits de l'homme. Deux de ces disparus ont été retrouvés morts le 7 mai 2021, selon Temblores. La police a tiré directement sur des manifestants qui exerçaient leur droit de protester en fermant des routes avec des cuisines communautaires et des barricades improvisées. Mais les attaques les plus dangereuses ont été

celles organisées conjointement entre les forces de sécurité de l'État et la population civile armée : une foule riche, raciste, classiste et uribiste qui mène des attaques organisées contre les manifestants d'une manière similaire aux suprémacistes blancs, soutenue et protégée par la police. S'agit-il d'une dictature ? Un para-état ?

Cali l'ingouvernable

Cali est la capitale du Sud-Ouest. Elle relie des régions du sud comme le Cauca et le Nariño, terres fertiles de mémoire indigène et ancestrale, à l'océan Pacifique et à Buenaventura, le plus grand port maritime commercial du pays. Il s'agit d'un corridor stratégique de l'économie colombienne et d'une région minée par la pauvreté, épice de la guerre et dont l'histoire s'est construite sur de nombreuses années de résistance. Le 28 avril, alors que la grève était en cours, les Misak ont surpris la ville en renversant la statue du colon et esclavagiste Sebastián de Belalcázar.

Ces dernières années, Cali a servi de laboratoire militaire pour le contrôle des mouvements sociaux. Les organisations sociales ont remarqué que les pratiques répressives organisées qui sont utilisées à Cali sont ensuite reproduites ailleurs en Colombie. Pendant la grève nationale de cette année, certaines pratiques ont été systématiques de manière alarmante, comme les coupures de courant aux points de rassemblement coïncidant avec les attaques de la police. La manipulation et la censure de l'accès à Internet et du contenu des médias sociaux sont des pratiques déjà connues. Nous voyons également les médias monter les différents quartiers les uns contre les autres pour créer un faux récit, alimentant la haine entre les classes afin de susciter une réponse armée des deux côtés. L'État teste de nombreuses stratégies de guerre et de confusion dans la ville de Cali afin d'appliquer ensuite des formes de répression éprouvées dans le reste du pays.

Face à l'expérimentation militaire que subissent les manifestants de Caleñas, la ville s'est armée de courage. Elle a dénoncé la guerre qui lui est faite et a vu que la joie, la dignité et la colère l'emportent. Les visages des morts sont déjà peints sur les murs, un rappel que nous avons saigné pour cette grève. Il y a plus de 35 jeunes qui ont donné leur vie à la lutte ; pour eux et les 120 personnes disparues dans cette ville, la grève continue.

«Reste fort, rebelle Cali, le monde entier crie ton nom».

La Minga du Sud-Ouest

Au milieu de la guerre systématique dans la ville de Cali, avec plus de 18 points de blocage en résistance, il y a eu une joie qui a donné de la couleur à la lutte qui semblait perdue après 35 morts. Plus de 8000 indigènes sont arrivés des montagnes et des vallées du Cauca pour apporter nourriture, soutien, médicaments, sagesse et défense à la lutte qui se prépare à Cali.

Bâtons de cérémonie en main et drapeaux rouge et vert du CRIC (Conseil régional indigène du Cauca), la minga indigène est arrivée en chivas (transport traditionnel semblable à un bus), chargée de personnes et de nourriture. Les voix des autorités territoriales traditionnelles ont salué les communautés en révolte et offert leur force pour poursuivre la grève générale de 2021 face à la répression de l'État. Les gens ont accueilli la Garde indigène avec respect et affection ; avec leur arrivée, l'espoir est revenu dans les rues de Cali. «Adelante compañeros dispuestos a resistir, defender nuestro derecho así nos toque morir, Guardia Guardia, Fuerza Fuerza, por mi raza por mi tierra» résonne l'hymne de la Garde : «En avant, camarades prêts à résister, à défendre nos droits même jusqu'à la mort, Guard ! Garde ! Force ! La force ! Pour mon peuple, pour ma terre».

La Garde est issue des dix peuples indigènes du Cauca. «Nous venons faire grève parce que le gouvernement n'a pas répondu à nos demandes», a déclaré un ancien de Nasa, responsable de l'une des cuisines. «Nous resterons jusqu'à ce que le gouvernement accepte de ne pas mettre en œuvre de réforme fiscale et de retirer les initiatives en matière de santé, de travail et de retraite», a déclaré ailleurs un membre de la communauté qui portait l'écharpe rouge et verte du CRIC. «Nous venons défendre la ville que l'État a abandonnée, parce que les habitants de Cali se font tuer et ce dont ils ont besoin maintenant, c'est de soutien dans leur lutte, qui appartient à tout le monde», a déclaré un coordinateur des commissions humanitaires que la minga fournit à la grève.

Mais une partie de l'Uribista Cali-raciste et paramilitaire avait prévu un sinistre deuxième acte : une foule de droite armée de fusils a attaqué les membres de la communauté indigène alors qu'ils se rendaient à l'assemblée populaire à l'Universidad del Valle (Université de la Vallée). Neuf camarades ont été blessés ; ils luttent pour leur vie dans des centres médicaux de la ville. Le fait que notre peuple puisse se réunir pour déterminer notre avenir leur fait vraiment peur. Maintenant, 12 000 autres indigènes vont arriver.

«Voyons s'ils peuvent tous nous tuer», dit un garde, plein d'indignation. «Ils croyaient qu'en tuant un seul d'entre nous, ils nous soumettraient et au lieu de cela, nous sommes devenus des millions». Voilà la force de la lutte et l'exemple de ces guerriers séculaires, car nous sommes tous minga.

Où allons-nous ?

Le chemin de la lutte a été complexe en raison des tentatives du gouvernement de supprimer la grève, mais nous continuons à nous battre. Les gens aux points de grève s'organisent en assemblées populaires, les différentes villes coordonnent leurs mobilisations, et la grève ne s'arrête pas.

Dans de nombreuses assemblées populaires aux points de grève, qui fonctionnent comme des organes de décision directs pour différentes zones, il a été proposé qu'aucune grève ou blocus ne soit levé tant que certaines demandes fondamentales ne sont pas satisfaites, notamment :

- Les personnes disparues doivent être rendues vivantes et saines.
- L'État doit présenter des excuses et des réparations aux personnes tuées et blessées par les forces publiques pendant les manifestations.
- L'ordre d'«assistance militaire» doit être retiré dans tout le pays et la réponse militaire à la protestation sociale doit cesser.
- Le droit de manifester pacifiquement doit être garanti.
- Le général Eduardo Zapateiro et le ministre de la Défense Diego Molano doivent démissionner.
- Réforme de la police, y compris le démantèlement de l'ESMAD (police anti-émeute).
- Retrait du paquet de réformes qui pèse sur les plus pauvres du pays.
- Engagement à ce que les leaders des manifestations ne soient pas poursuivis.
- La garantie des droits à la survie, à l'alimentation, à la santé, au logement, au travail et à l'éducation pour les secteurs vulnérables.
- Des mesures en faveur de l'égalité, telles que l'augmentation du salaire minimum et la réduction des salaires des membres du Congrès, des sénateurs et des autres élites politiques.
- Des opportunités d'emploi et de formation pour les jeunes.
- Une réduction des impôts pour les petites et moyennes entreprises.
- Une subvention des retraites pour les personnes âgées les plus vulnérables.

Deux interviews sur la grève générale en Colombie

Nous avons interviewé un militant des médias indépendants de Cali le 11 mai, qui a préféré rester anonyme, et le Groupe interdisciplinaire d'études et de tendances anarchistes (GRIETA) de Bogota le 17 mai. Les parenthèses () sont conservées des réponses originales en espagnol ; les crochets [] ont été ajoutés par les traducteurs.

Merci d'avoir accepté cet entretien. Comment voulez-vous vous identifier ?

GRIETA, Bogotá : Nous sommes le Groupe interdisciplinaire d'études et de tendances anarchistes (GRIETA, Grupo Interdisciplinario de Estudios y Tendencias Anarkistas), fondé en 2013. Notre objectif est de diffuser une éthique anarchiste pour contribuer à la transformation sociale et écologique. Nous étudions collectivement les anarchismes, leurs effets, et la possibilité d'apporter des contributions théoriques qui servent à construire un anarchisme du Sud.

Pendant la rédaction de ce texte, plusieurs policiers de la ville de Popayán ont abusé sexuellement d'Allison Salazar Miranda, qui n'a pas supporté cette situation et a choisi de mettre fin à ses jours. Nous lui dédions cette interview, ainsi qu'aux 50 autres personnes qui ont été assassinées, et aux autres victimes de la violence d'État pendant la grève.

Décrivez comment les gens s'organisent. Y a-t-il des leaders ? Les gens agissent-ils de manière autonome ?

Activiste des médias, Cali : C'est l'un des principaux aspects qui différencie la grève des autres protestations ou grèves qui ont eu lieu dans ce pays. Cette fois-ci, en dehors des organisations traditionnelles, des mouvements politiques, des partis d'opposition et des syndicats qui participent normalement aux manifestations, le mouvement est une grève civique populaire. Les points de blocage dans cette ville et dans de nombreuses autres villes de la province et du pays ont été établis par des gens du quartier, de la communauté. En raison du mécontentement populaire et du désir de changement, ils sont descendus dans la rue à la recherche d'opportunités. C'est pour-

quoi il n'y a pas de leaders ou d'organisation centralisée ; chaque zone s'est renforcée selon son propre rythme et ses propres capacités. De nouveaux points de blocage ont également été mis en place, émergeant plusieurs jours après les premiers.

GRIETA, Bogotá : La révolte en Colombie a pris forme d'une manière éloignée des formes traditionnelles de gauche pour faire de la politique, en particulier celles qui impliquent des structures verticales et proviennent du Parti communiste. Même si l'appel initial à la grève du 28 avril, comme celle de 2019, est venu de ce qu'on appelle le Comité national de grève (composé d'organisations syndicales, populistes et écologistes), le mouvement populaire s'est réellement organisé pour continuer à promouvoir des mobilisations et des journées de résistance continues. Cela n'a pas été vain, puisqu'aujourd'hui marque 20 jours de protestation et de révolte continues. Ce mouvement a surtout pris la forme d'une spontanéité organisée (un oxymore), puisqu'il n'y a pas d'avant-garde ou de groupe de direction qui indique les étapes à suivre. C'est la population elle-même, par le biais d'assemblées populaires et d'actions directes dans les rues, qui décide de maintenir fermement son désaccord jour après jour. Cette dynamique a conduit à ce que les leaders soient éclipsés par les actions des mouvements, qui donnent la priorité à la prise de décision collective sur la manière de poursuivre la résistance populaire. Cela n'excuse pas le fait qu'il y a plus d'une personnalité des mouvements traditionnels de gauche qui aimerait profiter des circonstances pour tirer un capital politique de cette lutte, mais les gens les désignent comme les opportunistes qu'ils sont.

En ce qui concerne les groupes agissant de manière autonome, en Colombie, les communautés indigènes Nasa sont un point de référence. Elles s'auto-organisent dans différents groupes comme le Conseil régional indigène du Cauca (CRIC), le «Processus de libération de la Terre Mère» et, depuis 2005, la «Minga sociale et communautaire». En tant que peuple, ils savent ce que signifie la lutte pour l'autonomie - ils l'ont fait depuis l'arrivée des colonisateurs européens et continuent de le faire contre l'État colombien moderne. Nous pensons que les Nasa, la population afro-colombienne - qui s'auto-organise également dans différents groupes tels que le Processus des communautés noires (PCN) et les conseils communautaires - et l'héritage du mouvement de libération de Palenque⁴ dans les Caraïbes colombiennes

sont des exemples de la lutte historique pour l'auto-libération des peuples. Ils ont injecté des formes d'organisation autonome et communautaire dans les zones urbaines, qui s'expriment dans ce qui se passe aujourd'hui.

Qui sont les participants à la révolte ? Travailleurs, étudiants, peuples indigènes, tendances politiques ? À quoi ressemble la dynamique sociale et politique au sein de la révolte ?

Activiste des médias, Cali : Les participants sont principalement des jeunes des quartiers populaires ; ce sont eux qui sont devant et qui organisent les points de concentration. Dans les quartiers, ils sont accompagnés de personnes de tous âges issues de la communauté. Mais le mouvement civique qui s'est rassemblé dans la grève est incroyablement varié et provient de nombreux secteurs de la population qui ont montré leur soutien - le mouvement étudiant, les mouvements féministes, les mouvements écologistes, certains partis d'opposition, les artistes, tout cela a soutenu la grève et le mouvement. Les mouvements sociaux et le mouvement indigène se sont joints aux protestations. Le mouvement indigène, en particulier, a apporté des contributions majeures en termes de logistique et de coordination, ainsi que le soutien de la garde indigène, qui est un groupe organisé responsable de l'ordre au sein des communautés indigènes - c'est l'autorité qui doit être respectée. Il est très important de préciser qu'ils ne sont pas armés.

Il y a tellement de métiers, de secteurs sociaux et de personnes différentes qui participent qu'il est compliqué de les regrouper en un seul mouvement. Les camionneurs ont rejoint le mouvement quelques jours plus tôt (en Colombie, il n'y a pas de chemins de fer, donc tout le transport intérieur se fait par camions), le syndicat des taxis a participé pendant quelques jours, et même un groupe du syndicat INPEC (l'agence de police chargée de gérer les prisons) a pris part à quelques marches. Tous partagent un mécontentement à l'égard du gouvernement et de sa politique de mort.

Comme il ne s'agit pas d'un mouvement planifié ou structuré, la dynamique interne a muté en fonction du moment. Le premier jour était censé être une marche d'une journée qui a fini par se poursuivre de manière organique, de sorte que le premier ou les deux premiers jours, il y a eu des manifestations, puis des assemblées populaires ont été mises en place à chaque point de mobilisation et de blocage. Il a également été question d'assemblées plus larges

qui pourraient rassembler des voix de différentes régions. Cette idée est soutenue par le CRIC [Consejo Regional Indígena del Cauca, ou Conseil régional indigène du Cauca], un mouvement indigène du département voisin. Il est également important de mentionner que ce mouvement a eu lieu dans tout le pays. Cali a été le centre de la grève en raison du nombre de barrages et du nombre de jours où ils ont été maintenus sans interruption, mais ce n'est pas une raison pour ignorer les centaines de manifestations qui ont lieu dans tout le pays. Selon de nombreux analystes, il y a des manifestations dans plus de 600 municipalités - plus de la moitié des petites villes du pays et toutes les capitales. Il y a un mécontentement populaire dans tout le pays, et la grève semble être une possibilité de changement.

GRIETA, Bogotá : La dynamique sociale et politique de cette grève est historique. Cela fait des décennies qu'autant de secteurs ne se sont pas organisés ensemble ; habituellement, les principaux manifestants sont les étudiants de l'enseignement supérieur, les syndicats de travailleurs, les travailleurs des transports, les jeunes, les indigènes et les paysans, mais cette fois-ci, il y a beaucoup d'étudiants du secondaire, des personnes issues de la majeure partie de la population qui n'a pas eu accès à l'éducation, et des travailleurs à temps plein dont le travail est devenu précaire en raison des restrictions gouvernementales. Il convient de souligner que toutes ces personnes se sont mobilisées et ont travaillé ensemble pour remplir les rues comme cela n'avait jamais été fait auparavant, du moins pas depuis la grève de 1977.

Les tendances politiques ont essayé de recruter des gens, car les élections de 2022 sont à l'horizon. La présidence est en jeu, et cela pourrait signifier une défaite totale de l'Uribismo (l'Uribismo désigne une doctrine⁵ dont la figure de proue est l'ex-président colombien Álvaro Uribe Vélez), se débarrasser du [président Ivan] Duque, qui a un taux de désapprobation incroyablement élevé, et affaiblir le parti du Centre démocratique, qui est synonyme d'accaparement de terres, de déplacements forcés, de massacres et d'alliances avec les trafiquants de drogue et les paramilitaires. Pour la majorité des groupes centristes et de centre-gauche, c'est l'occasion d'élire un gouvernement qui pourrait s'éloigner un peu de l'extrême droite ultra-conservatrice qui a toujours contrôlé le territoire appelé Colombie, et d'entamer un processus d'industrialisation et de mécanisation agricole. Des connexions sont déjà établies à cette fin, sans qu'il y ait encore de tableau définitif.

Vingt jours après le début de la grève générale, il y a un comité de grève qui négocie avec le gouvernement ; cependant, le mécontentement règne dans les rues, car ce comité ne représente pas la grande diversité de sentiments parmi ceux qui ont maintenu les blocus et les couloirs humanitaires. En outre, ces dirigeants syndicaux sont ceux qui ont négocié au noir et vendu les grèves lors des précédentes mobilisations nationales. Ils s'en tiennent à des points de vue oligarchiques, il n'y a que deux femmes, et sept des autres ont des liens évidents avec Fajardismo et le Parti vert, le cheval de Troie d'Uribismo.

Pouvez-vous décrire une journée typique dans l'un des points de concentration ? Qui s'y trouve et que font-ils ?

Activiste des médias, Cali : La Colombie, et plus particulièrement Cali, est un pays au multiculturalisme bien nourri qui crée de nombreuses dynamiques différentes selon la région et les personnes qui y vivent. Les choses ont également changé au fil du temps ; l'apprentissage et l'organisation se développent chaque jour. Les blocages sont principalement tenus par la Front Line. La communauté et les mères sont présentes autour de la cuisine communautaire. Il existe également des équipes médicales composées d'étudiants et de personnes de la communauté possédant ces compétences. Les activités culturelles ont brillé à tous les niveaux : concerts, peintures murales, sérigraphies, performances et autres formes d'art ont surgi spontanément dans toute la ville. Les jeux et les sports font partie de la vie quotidienne. Des assemblées populaires apparaissent pour prendre des décisions. Ce sont là quelques premières expériences, mais elles ont permis de s'organiser et de contrecarrer le récit stigmatisant que les médias dominants ont semé.

Dans un autre sens, en dehors de toutes ces activités, les points de mobilisation sont des espaces de rassemblement de la communauté. Il existe d'innombrables expériences de soutien communautaire qu'il serait intéressant de souligner. Par exemple, à l'un des points de mobilisation, un voisin qui travaille dans la construction, qui sait souder et qui a les outils pour le faire, a aidé les participants de la Front Line à fabriquer des boucliers pour se protéger. Plusieurs postes de police locaux (CAI) ont également été convertis en bibliothèques et en espaces culturels pour la communauté.

Un poste de police a été converti en une bibliothèque communautaire por-

tant le nom de Nicolás Guerrero, qui a été tué par la police pendant la grève.

GRIETA, Bogotá : Les journées dans les couloirs humanitaires sont la partie la plus prometteuse de la grève générale. Les gens commencent à arriver tôt le matin et se rassemblent dans des activités artistiques et éducatives. D'immenses fresques ont été peintes dans chaque quartier, rejetant la violence policière, encourageant l'organisation communautaire et célébrant la résistance des jeunes en première ligne - des personnes qui, sans opportunités dans un pays aussi inégalitaire, mettent chaque jour leur corps sur la ligne de défense.

La nourriture a également joué un rôle central. Les cuisines communautaires ont offert des repas quotidiens à des personnes au ventre vide et sans ressources. L'autonomie s'est développée dans l'occupation de l'espace public, les gens ordinaires, des grands-parents aux enfants, participent aux assemblées populaires, des listes de revendications émergent des référendums populaires et des sentiments plutôt que de la bureaucratie.

Dans ce processus de construction communautaire, la plupart des blessures et des arrestations ont lieu la nuit. Les voisins ont choisi d'ouvrir leurs maisons, distribuant de la nourriture, des produits de premiers soins, de l'eau avec du bicarbonate de soude et d'autres ressources pour aider à résister au gaz lacrymogène. Ces actions ont conduit les agents d'ESMAD [police anti-émeute] à attaquer les voisins, en tirant directement sur leurs maisons. Cette violence sans scrupules qui pénètre maintenant dans les quartiers des villes est la même que celle qui a toujours existé dans les campagnes, et peut-être que cette prise de conscience a renforcé les appels à la réforme de la police et au démantèlement de l'ESMAD.

La police s'est déchaînée avec une violence terrible, surtout la nuit. Quelle est la dynamique de la nuit ? Quels groupes restent dans les rues ? Comment sont les confrontations avec la police ?

Activiste des médias, Cali : Les activités qui avaient lieu la nuit ont ralenti ou se sont arrêtées parce que dans les premiers jours de la grève, c'est dans ces moments que la police et les forces armées ont mené leurs pires attaques, en utilisant des armes à feu et des stratégies très agressives. Dans le quartier de Siloé, l'accès à Internet a été interrompu la nuit du 3 mai alors qu'un groupe

spécial de la police (GOES-Grupo de operaciones especiales, ou Groupe d'opérations spéciales) est arrivé avec des armes longues pour réprimer le blocus. Plusieurs personnes ont été tuées dans le quartier lors de cette nuit censurée, dont un mineur.

En raison de cette situation, les activités sont limitées à la nuit ou menées avec beaucoup de prudence, car, comme l'ont confirmé plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, il n'existe aucune garantie pour le respect de la vie la nuit (les attaques et les abus se produisent également pendant la journée, mais dans une bien moindre mesure). Certains points de résistance parviennent à tenir le coup en se protégeant bien et en se cachant dans les environs, tandis que d'autres, moins organisés ou moins expérimentés, se retirent à la nuit tombée et reprennent leurs espaces dans la journée. Ce fut l'une des leçons les plus douloureuses des premiers jours de la grève, puisque de nombreuses personnes ont été assassinées au cours de ces nuits. (Les statistiques officielles ne donnent pratiquement aucune information et les ONG n'ont pas été en mesure d'avancer un chiffre précis en raison du nombre de cas, mais un journal local sensationnaliste a fait état de 22 morts au 2 mai, plus ceux qui se sont produits depuis).

La violence policière a été très intense, surtout de la part de l'ESMAD (escadron mobile anti-émeute), une unité de police créée il y a plus de 20 ans pour réprimer la protestation sociale. Plusieurs des armes qu'ils emploient sont utilisées en violation des protocoles établis pour minimiser les dommages. C'est pourquoi plus de 20 personnes ont déjà perdu les yeux après avoir reçu des balles de l'ESMAD. Ils utilisent des fusils de chasse de calibre 12 chargés de munitions à balles, la même chose que celle avec laquelle Dilan Cruz a été assassiné à Bogota en novembre 2019.

Ce ne sont que les stratégies légales qui sont toujours approuvées, même lorsqu'elles sont utilisées de manière incorrecte ; cependant, la police utilise également des armes à feu contre la communauté. L'ESMAD et la police ordinaire utilisent souvent des armes non enregistrées afin de ne pas laisser de preuves. Il est également courant de cacher les numéros d'identification et la police s'habille souvent en civil ou infiltre les marches.

GRIETA, Bogotá : Nous avons été étonnés par la violence de l'État depuis le premier jour de la grève générale. Nous savions qu'ils avaient fait un énorme investissement en armement et en ressources pour la répression,

mais le voir en action était horrible. Au cours des premières nuits, la violence policière a pris la forme de violations des droits de l'homme telles que des passages à tabac, des arrestations arbitraires et des raids illégaux. L'ES-MAD a déployé pour la première fois une nouvelle arme appelée Venom dans ses véhicules blindés. Elle coûte 400 millions de pesos colombiens [environ 110 000 USD] et comporte trois compartiments qui tirent chacun 10 projectiles à un angle de 45 degrés, transportant des gaz lacrymogènes et des grenades flash. Cette arme n'avait jamais été utilisée en Amérique latine auparavant, pas même pendant les périodes les plus intenses des dictatures. La nuit, les gens sortent pour bloquer et tenir les rues principales, ils installent des barricades et des feux, et il ne reste plus qu'à attendre que l'ES-MAD décide d'attaquer avec les forces et les chars dont elle dispose. Les choses se sont intensifiées au fil des jours, en particulier à Cali. Les attaques des forces de l'État se poursuivent comme auparavant, mais les campagnes de défense des droits de l'homme ont également commencé à signaler des cas de violence sexuelle, des meurtres ont été confirmés et un nombre alarmant de personnes disparues ont été retrouvées mortes dans des rivières et des zones rurales.

L'une des évolutions les plus graves, cependant, est la militarisation et la para-militarisation des villes. Un massacre a eu lieu, soutenu par les forces armées de Colombie. Pendant la journée, la répression a été menée avec des armes légales «non létales», mais la nuit, l'État a coupé l'électricité dans les quartiers où les gens se sont rassemblés, a chassé les gens, a bloqué l'internet et les signaux cellulaires, et a censuré Facebook et Instagram Live pendant que des civils armés attaquaient les jeunes en résistance, la minga indigène, et toute personne jugée penser ou agir différemment. Il s'agit d'une expression claire du paramilitarisme qui a hanté cette région et qui n'a pas l'intention d'abandonner son pouvoir facilement.

Les gaz lacrymogènes ont été utilisés massivement contre les manifestants depuis le début de la grève.

Dans tout soulèvement comme celui-ci, il y a toujours beaucoup d'organisation qui n'a pas nécessairement lieu dans les rues et qui peut être difficile à voir de l'extérieur. Pourriez-vous décrire certains de ces efforts qui nourrissent et renforcent la révolte ?

Activiste médiatique, Cali : En plus des jeunes qui mettent leur corps en danger, qui affrontent la répression et qui maintiennent les points de blocage, il y a une forte participation de toute la famille. Les mères, en particulier, participent depuis les cuisines communautaires et nourrissent tous les participants. Les équipes médicales, qui se sont installées sur les terrains de basket du quartier, dans les salles de réunion et chez les voisins, ont également joué un rôle crucial lors de l'établissement des points de concentration. Dans de nombreux quartiers et à de nombreux endroits, la communauté a participé en donnant de la nourriture et des médicaments. Les gens n'ont pas grand-chose, mais le peu qu'il y a est toujours suffisant pour être partagé.

En outre, des organisations et des mouvements de longue date participent principalement en fournissant des formes d'assistance logistique. L'observation des droits de l'homme et la couverture médiatique alternative ont été indispensables ; cependant, en raison du nombre de points de mobilisation, aucune de ces tâches n'a été accomplie dans la mesure nécessaire.

Après son arrivée à Cali, le mouvement indigène du Cauca (la province située au sud du Valle del Cauca, où se trouve Cali) a cherché le dialogue avec les personnes faisant le blocus pour travailler ensemble et proposer de l'aide, en s'appuyant sur des décennies d'expérience en matière d'organisation et de mobilisation sociale.

Avec une telle violence policière, les équipes médicales sont un élément crucial du soutien à la grève.

GRIETA, Bogotá : Nous pensons que la reproduction de la vie quotidienne et les travaux de soins sont fondamentaux. Ils sont ce qui permet à la révolte de se développer chaque jour. Ces travaux prennent la forme de cuisines communautaires de quartier et de réseaux d'affection qui se renforcent en raison des meurtres, des tortures, des disparitions, des abus sexuels et de l'escalade de la violence systématique déployée par l'État colombien dirigé par l'administration Uribe d'Ivan Duque.

Quelles sont les tactiques et stratégies utilisées par les manifestants ? De nouvelles tactiques sont-elles apparues ?

Activiste des médias, Cali : Il y a des blocages à l'entrée des villes, stoppant effectivement la production et la consommation, et d'autres blocages dans

les quartiers populaires. L'organisation est basée sur la connaissance du terrain et le soutien des voisins. Des barricades improvisées sont construites dans un large périmètre afin de tenir plusieurs rues à la fois et d'empêcher la police d'entrer. La «première ligne» est destinée aux affrontements et à la défense, puis il y a une deuxième et une troisième lignes chargées d'autres tâches. Il y a des refuges en cas d'attaque ainsi que des réserves de nourriture et une zone de traitement bien équipée pour les premiers soins et la stabilisation des blessés.

GRIETA, Bogotá : Dans les manifestations de ces dernières semaines, nous avons vu une variété de tactiques et de stratégies. En termes de tactiques, nous pourrions mentionner les mobilisations et les marches constantes qui ont eu lieu non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les villes moyennes et les municipalités où il n'y avait jamais eu de révoltes ou de manifestations auparavant. Les occupations, les manifestations de casseroles et les actions culturelles (performances, danses transgressives) ont occupé une place importante dans les manifestations, car elles ont créé des espaces d'apprentissage où les motivations de la marche peuvent être expliquées à des personnes qui auraient pu se sentir apathiques face aux protestations. Les graffitis et les peintures murales ont également été utilisés de manière tactique pour dénoncer la réforme fiscale («le motif principal de la mobilisation») et la répression étatique dont les manifestants ont été victimes de la part de la police.

L'entraide et la solidarité entre les différents secteurs et classes sociales ont également permis à la mobilisation de survivre à plusieurs semaines de rue et à la répression constante et disproportionnée de l'État et des paramilitaires qui ont le champ libre pour tuer dans les villes. On l'a vu à Cali, à Pereira et dans d'autres villes, où des civils armés en compagnie de la police ont tiré sur des manifestants ou sur la garde indigène. Il est clair que l'État narco-paramilitaire utilise actuellement des tactiques qui, pendant des années, n'ont été utilisées que dans les zones rurales pour déposséder les indigènes et les paysans de leurs terres.

Cette répression a entraîné une solidarité constante et un soutien économique, moral et symbolique entre les différentes parties de la lutte. La mobilisation s'est nourrie de la rage engendrée par la négligence de l'État et la répression extrême. Un cas remarquable est celui de Cali, où la garde

indigène a quitté son territoire pour accompagner, défendre et combattre avec les personnes qui s'étaient mobilisées dans la ville. Ce geste, ainsi que beaucoup d'autres, a montré que la lutte dans les rues unit et ravive l'esprit révolutionnaire qu'ils ont toujours essayé de faire sortir de nous, les classes inférieures de ce pays et du monde.

Les jeunes ont été le moteur de ce soulèvement, mettant leur corps en jeu pour lutter pour un monde dans lequel ils peuvent vivre.

Décrivez la situation des paramilitaires. Qu'ont fait les paramilitaires, comment se coordonnent-ils avec l'État, et comment les manifestants ont-ils réagi ?

Militant des médias, Cali : En Colombie, le paramilitarisme est une force qui mène des actions militaires secrètes et met en avant un discours fasciste pour défendre la propriété privée et le rétablissement de l'ordre. Le modus operandi a été de briser le périmètre de sécurité des points de blocus et d'entrer dans les véhicules, en tirant à longue distance. Cela a deux objectifs : tuer des gens et semer la terreur. Les points de blocus ont tenu bon parce que, lorsqu'une telle chose se produit, des renforts arrivent d'autres points, exécutent les blessés et parviennent à maintenir le moral et la motivation élevés.

Le phénomène paramilitaire est très complexe et avec les actions de ces derniers jours, nous avons vu des tactiques qui n'avaient jamais été utilisées auparavant. Il est important de préciser que le terme «paramilitaire» englobe un certain nombre d'acteurs différents, le dénominateur commun étant une action coordonnée avec les forces armées ou autorisée par elles. Il existe au moins quatre acteurs principaux :

- Les forces armées habillées en civil qui tirent sur les manifestants. Les manifestants, avec l'aide de la Garde indigène, ont documenté au moins deux cas de ce genre. L'absence d'identification leur permet d'agir illégalement. - Des groupes de tueurs à gages engagés par des personnes puissantes pour mener des attaques ou des assassinats spécifiques. - Des extrémistes d'extrême droite (dont beaucoup sont liés au trafic de drogue) qui se disent «bons citoyens» et vrais patriotes par sentiment de supériorité. Avec le soutien des institutions, ils prennent la «justice» en main et attaquent les manifestants, que les médias ont dépeints comme des criminels. C'est ce qui s'est

passé à Ciudad Jardín et sur la route de Jamundí [deux banlieues huppées de Cali] le 9 mai 2021. - Des armées paramilitaires qui n'ont jamais été démobilisées et qui exercent un contrôle sur certains territoires de la Colombie.

GRIETA, Bogotá : Le paramilitarisme en Colombie a pris la forme d'organisations «para-étatiques» - parallèles à l'État - qui sont apparues à la fin des années 1980 pour combattre la guérilla, en collusion avec l'armée colombienne. La négociation de paix de 2005 entre l'État et les paramilitaires n'a pas complètement éliminé ces organisations ; leur ombre a toujours été présente en Colombie, notamment sous la forme des «Águilas Negras» (aigles noirs).

Ces dernières années, les Águilas Negras n'ont pas semblé avoir une structure organisationnelle claire comme les paramilitaires d'antan ; il s'agit plutôt d'un type de nom auquel l'État colombien, les narcotrafiquants, les compagnies minières présentes sur le territoire colombien, les intérêts miniers illégaux et d'autres ont recours pour menacer et tuer les dirigeants des mouvements qui font obstacle à l'accumulation capitaliste par la dépossession - c'est-à-dire l'accumulation provenant des zones rurales. De ce fait, les combattants indigènes, afro-colombiens et écologistes des territoires clés sont les plus touchés.

Cependant, pendant la grève actuelle, nous avons vu quelque chose d'un peu différent : ce n'est pas l'État ou un autre acteur se cachant derrière le nom « Águilas Negras » qui a réprimé les protestations ; c'est ouvertement l'État, démasqué. En effet, Álvaro Uribe a ouvertement invité l'armée et la police à tirer sur les manifestants, qu'il a qualifiés de « terroristes vandales ». Nous avons également assisté à un autre phénomène : des civils armés tirant sur des personnes qui défilent. Mais ces civils sont soit des policiers en civil, soit des citoyens aux caractéristiques clairement néo-fascistes. Ces derniers pourraient être similaires aux suprémacistes blancs aux États-Unis. Bien sûr, cela n'exclut pas la possibilité de l'apparition des Águilas Negras, peut-être liées aux forces armées et à la police colombiennes et probablement sous la forme de menaces à l'encontre des leaders les plus visibles de la grève.

De quoi cette révolte a-t-elle besoin pour perdurer et s'étendre ?

Activiste des médias, Cali : Le temps est le pire ennemi de la grève populaire.

Lorsque les pénuries d'approvisionnement commencent, la communauté pourrait se retourner contre les points de blocus. Mais la pauvreté et la négligence de l'État sont si extrêmes dans ces secteurs de résistance que les jeunes n'ont rien à perdre et beaucoup à gagner. Plutôt que de négocier ou de tenter de parvenir à un accord, l'État a répondu à la grève en militarisant les villes pour assurer l'ordre public. Cela a indigné les personnes de la classe moyenne qui ont finalement rejoint la grève en se basant sur les possibilités et les connaissances dont elles disposent.

GRIETA, Bogotá : Depuis une dizaine d'années, la Colombie connaît une mobilisation sociale croissante. Parmi les expressions les plus fortes de celle-ci, on peut citer les grèves étudiantes de 2011 et 2018, la grève paysanne de 2013 et la minga indigène. En 2019, après les accords de paix de 2016 avec les FARC, il y a eu une grève générale qui, contrairement aux grèves précédentes, ne semblait pas se concentrer sur un secteur particulier, que ce soit les étudiants, les paysans ou les peuples indigènes. Elle s'est étendue à l'ensemble de la population. Nous voyons cette tendance s'accroître dans la grève actuelle : bien que la minga indigène et le mouvement étudiant aient activement participé, cela semble s'enraciner dans une agitation collective généralisée s'opposant à la précarité croissante de la vie et au néo-fascisme contemporain incarné par l'Uribismo. L'intensification de la protestation a été un processus lent qui dépend également des conditions du moment. Je pense que cela nous laisse une leçon : nous devons respecter les rythmes du mouvement populaire, avec ses hauts et ses bas, et ne pas faire pression sur le mouvement vers l'efficacité, qui appartient au capital. C'est un processus lent.

Cela dit, je pense que nous devons prendre soin du mouvement, le soutenir sous de multiples angles - dans les cuisines communautaires, les assemblées populaires, en allant aux marches, en réfléchissant, en soutenant la ligne de front, etc. - en essayant toujours de le prolonger, mais sans nous surmener pour essayer d'obtenir des résultats immédiats. Nous pensons qu'il y a là un élément clé : ne pas laisser un mouvement, qui dès son origine est hétérogène et décentralisé, être capturé par un parti ou une aspiration présidentielle. Pour en prendre soin, il doit continuer à bénéficier d'un fort soutien populaire et, surtout, ce soutien doit continuer à croître ; sinon, il perdra sa vitalité.

Quels rôles ont joué les anarchistes dans la révolte ?

GRIETA, Bogotá : Le rôle principal des anarchistes a été de participer aux actions du mouvement populaire, de diffuser des idées, de partager notre éthique politique et d'apprendre d'autres actions originales comme la performance Vogueart dans laquelle trois transsexuelles ont dansé devant la police et les symboles du patriarcat. Notre rôle a également été de promouvoir la visibilité de la grève sur les plateformes virtuelles, qui servent de haut-parleur au monde entier. Nous pensons que générer des conversations internationales pour analyser ce qui se passe du point de vue anarchiste et libertaire a également été une activité anarchiste importante.

Quelque chose d'autre que vous voudriez ajouter ?

GRIETA, Bogotá : Selon nous, une caractéristique intéressante de ces journées de protestation et de révolte est la nature iconoclaste du mouvement. Cela semble être un trait des anarchismes du sud, et cela s'est manifesté dans des actions anticoloniales, anticapitalistes, anti-extraction et anti-patriarcales. Depuis que le peuple indigène Misak a renversé un monument à Sebastián de Belalcázar à Cali et un autre à Gonzalo Jiménez de Quesada à Bogotá⁷, d'autres groupes ont essayé de faire tomber des monuments au milieu d'affrontements violents dans plusieurs villes. Ils ont également attaqué des icônes du capitalisme comme les banques et les institutions publiques et privées qui servent l'élite économique.

Une autre action qui nous semble digne d'être soulignée a eu lieu sur Twitter, où des fans colombiens de K-pop ont réussi à bloquer les hashtags Uribista et anti-grève par des actions collectives. Cette contribution semble importante au niveau numérique, car les récits d'extrême droite sont également créés sur internet, et ils retournent de nombreuses personnes contre les mobilisations.

Enfin, toute cette violence étatique systématique a conduit à la création d'une ligne de front de mères, parmi lesquelles la mère d'un des nombreux jeunes assassinés pendant cette grève. Ceci démontre la gravité sociale et politique de ce qui se passe en Colombie, en même temps qu'elle montre le soulèvement digne d'un peuple. Le fait qu'un groupe de mères décide de s'organiser pour défendre le mouvement prouve que la rage et le mécontentement se sont généralisés à une vitesse vertigineuse. Il est clair que nous

célébrons ces actions.

Debout la lutte populaire autonome, à bas le joug répressif de l'État et de ses gouvernements !

1. Álvaro Uribe Vélez, président de droite de la Colombie de 2002 à 2010, est connu pour sa corruption et ses liens avec les paramilitaires et le trafic de drogue. Il est tellement emblématique de la confluence du pouvoir narco-paramilitaire-état économique en Colombie que son nom est synonyme de cette tendance. Le terme «Uribista» est donc utilisé pour décrire une certaine politique de droite associée au paramilitarisme en Colombie. Notre entretien avec GRIETA, publié ci-dessous, donne plus de contexte.

2. Les descriptions des événements en Colombie mentionnent fréquemment les «puntos de concentración», «puntos de resistencia» ou «puntos de paro» : littéralement, «points de concentration», «points de résistance» et «points de grève». Nous avons conservé le langage du «point» car il est très répandu et parce qu'il convient d'attirer l'attention sur cette stratégie spécifique. Ces points combinent les fonctions de blocage du commerce, de distribution gratuite de nourriture et d'autres produits de première nécessité, et d'espaces de libre expression - des espaces de rencontre et de vie sociale au-delà des limites de l'État et du capital.

3. Le mot «minga» est utilisé dans plusieurs cultures indigènes de la région andine. Il n'a pas de traduction anglaise. Il peut faire référence à des formes de travail collectif volontaire et joyeux pour le bien de la communauté ; il est également porteur d'un sens de l'identité collective des personnes impliquées dans ces activités. La minga n'est pas limitée à ceux qui ont une identité indigène ; comme on le voit ici, elle invite d'autres personnes d'horizons différents à se joindre à elle et à y participer.

4. Palenque de San Basilio est un village situé sur la côte caraïbe, juste à l'extérieur de Cartagena ; il a été fondé par des Africains qui ont échappé à l'esclavage dans les années 1600. Pendant un certain temps après sa fondation, les habitants ont tenté de libérer tous les autres Africains réduits en esclavage qui arrivaient à Carthagène, un grand port négrier.

5. L'idée centrale de cette doctrine est la «sécurité démocratique», c'est-à-dire l'élimination du «terrorisme» à tout prix.

6. Un courant de politique électorale qui tire son nom de Sergio Fajardo, candidat potentiel à la présidence lors des élections de 2022. Fajardo a fait

l'objet de multiples scandales politiques et de corruption.

7. Sebastián de Belalcázar et Gonzalo Jiménez de Quesada, les fondateurs de Cali et Bogota respectivement, sont des figures qui symbolisent le joug colonial. Ils ont fondé ces villes au prix du génocide des peuples indigènes.



Un mois de révolte incendiaire en Colombie

30/05/2021 source: sansnom.noblogs.org

Nous ajoutons ce texte qui, à travers une revue de presse, tente de donner une description factuelle du soulèvement.

En Colombie, la révolte qui s'est emparée des rues depuis le 28 avril dernier, soit maintenant plus d'un mois, ne semble pas près de s'arrêter. Le président conservateur Iván Duque, dont le mandat s'achève en 2022, a bien tenté nombre de manœuvres classiques pour apaiser les émeutiers, mais rien n'y a fait : ni la suspension de la réforme fiscale qui en avait été l'étincelle initiale (comportant par exemple une hausse de la TVA de 5 à 19 % sur les biens de base), le 2 mai ; ni la démission du ministre des Finances qui l'avait portée, le 3 mai ; ni l'ouverture de négociations avec le Comité national de Grève le 10 mai (suivie d'un pré-accord le 24 mai en cours de validation) ; ni le rejet par le Congrès du projet de loi sur la réforme du système de santé qui se calquait sur le modèle libéral nord-américain (ce rejet était demandé par de nombreux manifestants), le 19 mai ; ni quelques miettes lâchées à des catégories particulières, comme l'extension de la gratuité de l'université pour les plus pauvres pendant... un semestre, ce qui n'a pas calmé les étudiants ; ni bien entendu la terreur policière contre les protestataires.

Dans un contexte colombien marqué par la pauvreté et l'économie informelle, le chantage gouvernemental des confinements et du couvre-feu contre la propagation du covid-19 ne fonctionne pas non plus depuis un bail pour empêcher les manifestants de se regrouper en masse, si bien que le gouvernement a même officiellement levé nombre de restrictions le 19 mai, qui n'étaient de toutes façons pas respectées (le couvre-feu étant toutefois

maintenu avec un objectif anti-émeute à Medellin et Bogota, et tout le week-end à Santa Marta et Carthagène). Depuis un mois, ce sont ainsi blocages de rue et barrages routiers qui parsèment l'ensemble du pays, avec des manifestations et rassemblements plus tranquilles en journée (près de 10.400 en un mois), souvent suivis d'émeutes, de pillages et saccages à la nuit tombée.

Des blocages à travers tout le territoire...

Concernant les blocages, le ministère de la défense recensait par exemple au 21 mai près de 90 barrages journaliers à l'entrée des grandes villes et sur les principaux axes routiers du territoire (soit 2.577 au total depuis un mois), régulièrement attaqués ou repris par la police... avant d'être remontés les jours suivants. Face aux pénuries qui se font sentir ici ou là (nourriture, essence, médicaments), l'armée escorte à présent de long convois de camions à travers le pays comme au temps des territoires contrôlés par l'ex-guerilla des Farc (dissoute en 2016), tandis que certains maires ou gouverneurs négocient avec une partie des manifestants le passage de « convois humanitaires » pour maintenir un approvisionnement minimal (appuyant de facto l'émergence d'interlocuteurs raisonnables et de politiciens en herbe). C'est d'ailleurs aussi l'un des enjeux du bras de fer au sommet entre le gouvernement et les représentants du Comité national de Grève (composé des principaux syndicats, CUT-CGT-CTC et ceux de camionneurs, de retraités ou de l'éducation), où les seconds privilégient ces convois négociés, tandis que l'État exige comme préalable à sa signature d'un pré-accord la levée de tous les barrages. Au milieu de tout ce bordel, le pouvoir s'empresse évidemment de dénoncer les « faux-barrages » où certains cagoulés rackettent les véhicules pour les laisser passer ; les commerçants et entrepreneurs pleurent leurs pertes qui s'accumulent (le grand port maritime du pays, celui de Buenaventura, estime par exemple que 270.000 tonnes de marchandises sont actuellement bloquées) ; tandis que d'autres saisissent l'occasion pour faire avancer leurs propres revendications locales, avec parfois des conséquences inattendues. Un bon exemple de cela a été la mise à l'arrêt forcé du 24 au 29 mai de la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Amérique du Sud, à Cerrejón (nord-est de la Colombie), sous le double effet du blocage par d'anciens salariés licenciés depuis le 5 mai de la ligne du chemin de fer qui l'approvisionne, suivi du blocage des camions de substitution depuis le 20 mai par des habitants de la municipalité indigène voisine de Media Luna réclamant

plus d'emplois (et pas son arrêt qui ravage leurs vies). Il faut dire que cette zone du cinquième plus grand exportateur de charbon au monde, La Guajira, est paradoxalement considérée comme une des plus pauvres du pays, à tel point que s'y posent officiellement jusque des problèmes immédiats de survie comme la faim, avec les besoins de base de 65% de la population qui ne sont pas couverts.

Du côté des émeutes urbaines, qui touchent la capitale Bogotá, Cali et également nombre de villes plus petites, notamment dans le Sud, on assiste ici ou là comme au Chili fin 2019 à la création formelle d'une Primera Línea (Première ligne), c'est-à-dire de jeunes manifestants matossés de bric et de broc qui tiennent avec courage et détermination le dur affrontement avec les escadrons anti-émeute (Esmad) dans les manifestations. A côté de cette forme « bloc contre bloc » issue de nécessités spontanées d'auto-défense collectives, continuent heureusement de se développer des pratiques plus décentralisées, diffuses et mobiles (y compris plus loin des concentrations policières) pour ne pas focaliser toute l'attention sur les seuls gardiens de l'ordre, mais plutôt sur ce qu'ils protègent, en multipliant pillages, saccages et incendies de banques, bus ou bâtiments institutionnels.

Si on prend uniquement la journée d'hier 28 mai, où les formes d'auto-organisation et d'expérimentations émeutières sont restées multiples à travers tout le pays, des enrégés ont par exemple réussi plusieurs fois à prendre les autorités de cours à Popayán (dans le sud du pays), enrégissant d'abord à incendier une partie de la mairie en plein centre-ville sous les hourras enthousiastes des manifestants, puis l'immense fourrière municipale située dans le quartier Bolívar, où se trouvaient près de 2000 motos et voitures séquestrés par les autorités, provoquant un immense brasier visible d'un peu partout.

Popayán (sud de la Colombie), 28 mai : molotovs dans la mairie (ci-dessus) puis brasier de 2000 motos et voitures séquestrées par les autorités dans la fourrière municipale (ci-dessous).

Pour prendre un autre exemple, toujours en en restant à la seule journée de vendredi, si on descend encore un peu plus au sud dans le département de Nariño, frontalier de l'Équateur, les affrontements ont également été conséquents dans la ville de Pasto. Là, après avoir résisté pendant plusieurs heures aux forces policières anti-émeutes grâce à un dépavage en règle de plusieurs rues du centre, de petits groupes mobiles ont entrepris de s'en prendre à

quelques objectifs spécifiques comme des postes de police (CAI) laissés vacants, au parking de la fourrière municipale et sa grue de chantier adjacente qui ont été livrés aux flammes dans le quartier de Torobajo, mais aussi au grand bâtiment central de l'ORIP (Oficina de Registros e Instrumentos Públicos) qui fait à la fois fonction d'état civil et de cadastre public contenant les archives étatiques d'une dizaine de villes de la région. Des archives et documents officiels qui ont été impitoyablement réduits en cendres.

Cette vaste destruction a touché les registres de naissances, mariages ou décès, mais également l'ensemble de la centaine d'actes, titres et contrats variés qui nécessitent tous une validation officielle, notamment en matière commerciale, notariale ou de propriété privée. C'est-à-dire les montagnes de papier typiques de toute bureaucratie étatique qui entend régenter la vie de ses braves sujets, et dont une grande partie n'était pas encore numérisée... A cette occasion, l'office colombien central a même tenu à préciser le lendemain 29 mai qu'au cours de ce joli mois, les ORIP d'Ibagué, Cartago et Popayán avaient également été livrés aux flammes en plus de celui de Pasto, tout comme six bureaux notariaux des villes de Medellín, Cali et Ipiales. Pasto (sud de la Colombie), 28 mai : attaque puis incendie du bâtiment de l'ORIP, qui contenait l'ensemble des archives de l'état civil et des registres de propriété de la région de Nariño.

Quelques chiffres pour la route...

Au total, selon le dernier bilan des destructions variées fourni le 28 mai par le ministère de la Défense (en Colombie ce dernier et celui de l'Intérieur ne font qu'un), ce sont près de 1.175 « véhicules de transport public » et 422 distributeurs de tickets qui ont été touchés (incendiés ou mis hors service) en un mois –un objectif particulièrement prisé depuis le début de la révolte–, mais aussi 399 commerces et 433 succursales bancaires, sans oublier ni l'ensemble du mobilier urbain (comme les 160 mâts de vidéosurveillance abattus), ni les 28 péages autoroutiers détruits (dont le dernier en date le 28 mai à Villa Rica, incendié par des groupes d'indigènes qui sont à la pointe de la lutte contre ces infrastructures, et qui était le dernier encore intact dans la région de Cauca) ou les 112 commissariats et postes de police endommagés entièrement ou partiellement.

L'exemple le plus récent des attaques et ripostes ciblées qui accompagnent toutes ces pratiques, est certainement ce qui s'est passé mardi 25 mai au soir à Tuluá, une ville moyenne de 200 000 habitants située dans la Valle del Cauca à une centaine de kilomètres au nord de Cali. Là, comme presque tous les jours, des manifestants ont commencé à converger en début d'après-midi sur la place Boyacá, pour une nouvelle journée de blocages et de protestation. Vers 17h, les forces anti-émeutes de l'Esmad (Escuadrón Móvil Antidisturbios) interviennent pour rétablir l'ordre et la circulation, ce qu'ils parviennent certes à faire après plusieurs affrontements (pierres contre lacrymogènes et charges), mais tout en provoquant un éparpillement des manifestants dans les rues vers le centre-ville. Ces derniers, par petits groupes, entreprennent alors pendant deux heures ici de démonter le mobilier urbain (comme les feux rouges qui servent à dresser des barricades), là de piller les boutiques, et ailleurs de saccager des banques (18 établissements commerciaux ont officiellement été « vandalisés »).

Désormais en ordre dispersé, sans concentration ni centralisation, offrant plus d'espace à chacun et moins de prise à la police, des inconnus prennent ainsi une initiative parmi d'autres, en se rendant au Palais de Justice hébergé comme il se doit dans un immense bâtiment colonial (datant de 1928), avant d'arroser l'intérieur de plusieurs molotovs vers 19h30. Le feu prend à partir de la façade, et les pompiers sont bloqués par une petite foule qui les empêche de passer afin d'offrir du temps aux flammes pour qu'elles puissent dévorer l'ensemble de l'édifice. D'autres manifestants rejoignent les lieux pour profiter du spectacle, les flics arrivés en appui aux pompiers ne parviennent pas à dégager les émeutiers, et c'est bien trop tard que les lances à eau interviennent face à un incendie faisant alors rage jusqu'au toit et de tous côtés. Un peu plus loin, vers 21h, les derniers émeutiers ont également pillé un grand magasin de motos (60 ont été expropriées) puis constitué un beau brasier avec une partie de ces dernières au milieu de la route (les autres se sont évanouies dans la nature...), pendant que des enragés tentaient plus loin encore d'attaquer en vain le siège de la mairie et des transports publics.

Pour tenter de contenir la situation et favoriser l'intervention de la police, les autorités municipales décrètent finalement vers 22h un couvre-feu jusqu'à 5h du matin, permettant aux uniformes d'arrêter quiconque se trouve de-

hors, tandis que la section locale du Comité national de grève dénonce évidemment toutes ces destructions. Mais peu importe, puisque beaucoup a déjà été fait jusqu'en début de soirée, y compris qualitativement, et que personne n'oubliera ce signal lancé à toutes les autres villes, celui d'un tribunal détruit du sol au plafond (après celui de Facatativá, entièrement saccagé le 2 mai une semaine avant son inauguration)... et qui fera, ça va de soi, la une de tous les journaux du lendemain avec cette déclaration du maire de Tuluá, John Jairo Gómez : «Malheureusement, un groupe de personnes, sans amour et sans respect pour la ville et pour les autres, l'ont vandalisée... ils ont aussi détruit un bâtiment important, beau, emblématique et historique comme le Palais de Justice, une perte désormais irréparable».

Malheureusement, on apprendra aussi le lendemain 26 mai qu'un jeune étudiant de la ville, Camilo Andrés Arango, a été assassiné par les flics vers 21h non loin de la zone d'affrontements (et deux autres blessés par balles), puis que neuf manifestants ont été arrêtés, dont trois spécifiquement accusés de l'incendie du Tribunal et du pillage du magasin de motos, inculpés de « terrorisme, vol aggravé et émeutes » par le parquet puis incarcérés dans la nuit. Le ministre de la Défense a également annoncé une prime de près de 100 millions de pesos (un peu plus de 20 000 euros), soit une somme gigantesque, pour toute balance livrant des informations détaillées sur l'attaque incendiaire contre l'instance judiciaire de Tuluá, plus l'envoi de troupes spéciales anti-blocage (Grupo Especial Antibloqueos), chargées de mettre fin à tout barrage dans la ville.

Répression sanglante, et la riposte de Popayán...

Au niveau national, pour donner une idée de la répression, disons simplement que selon les chiffres officiels des différentes ONG qui recensent ces exactions, en un mois ce sont une soixantaine de manifestants qui ont été assassinés par les flics, 51 d'entre eux qui ont perdu un œil, plus de 2900 qui ont été blessés (parfois par balles ou grenades), 1200 qui sont incarcérés (dont 300 suite aux blocages de rues), et plus de 300 qui sont toujours signalés comme desaparecidos (c'est-à-dire ont disparu après avoir été arrêtés par la police ou après avoir été enlevés dans la rue par des milices para-étatiques, comme celle d'extrême-droite de triste mémoire nommée Aigles Noirs). A tout cela, il faut encore malheureusement rajouter un niveau de terrorisme d'État supplémentaire, qui est la torture de manifestants exercée par les uni-

formes, ainsi que les viols et abus sexuels pratiqués dans les commissariats de quartier dépendant de la police (CAI, Comando de Atención Inmediata) et dans les lieux de rétention dépendant du parquet (URI, Unidad de Reacción Inmediata).

Popayán, 14 mai, tags sur un des bâtiments de l'URI : « Voleurs », « Ni pardon ni oubli », « Il faut avorter ce système patriarcal », « La police viole et assassine »...

Si cette terrible répression n'a pour l'instant pas réussi à entamer la détermination de manifestations qui refusent le retour à la normale en ne lâchant pas la rue depuis un mois, certaines nouvelles particulièrement odieuses à force d'accumulation ont également déclenché des offensives inédites jusqu'alors. Le 12 mai dernier en début de soirée à Popayán, une jeune fille est ainsi filmée en train d'être embarquée puis traînée à bout de bras par quatre flics. Ce qui n'est alors qu'une triste histoire parmi d'autres, prend rapidement une autre tournure lorsque les habitants de la ville apprennent non seulement qu'elle s'est suicidée à son retour chez elle après sa rétention pendant quelques heures dans les locaux de l'Unidad de Reacción Inmediata (URI), mais qu'elle a également laissé un dernier message en ligne précisant avoir été violée par les flics. Elle s'appelait Alison, elle avait 17 ans, et fut une de plus depuis le début de la révolte.

Le 14 mai, des rassemblements se forment spontanément dès l'après-midi devant différentes institutions policières dans plusieurs quartiers de Popayán aux cris de « flics [tombos, en argot], voleurs, assassins », mais la foule la plus enragée se regroupe petit à petit devant l'immense complexe du parquet où se trouve l'URI dans lequel Alison a été violée. Après un premier assaut repoussé par les forces anti-émeutes lors duquel sa façade est couverte de graffitis vengeurs et où des molotovs volent contre le bâtiment, un second assaut est lancé en début de soirée (lors duquel un énième manifestant touché au cou par une grenade trouve la mort) qui réussit finalement à s'emparer de l'URI puis de l'ensemble du siège honni de l'institution judiciaire. Inutile de préciser qu'il a ensuite été saccagé et livré aux flammes sans rien épargner, pas même l'institut attenant de médecine légale.

Le 15 mai, Francisco Barbosa Delgado, procureur général de Colombie accouru sur place depuis la capitale, ne peut que constater de visu les dizaines de milliers d'euros de dégâts incluant par exemple l'incinération d'une di-

zaine de véhicules du parquet, celle des laboratoires de la police scientifique avec les milliers de « preuves » conservées dans leurs bâtiments, la destruction de 22 de ses bureaux, mais également le pillage de toutes les saisines de drogue ou celui... de l'armurerie bien fournie des lieux : c'est du bout des lèvres que le haut fonctionnaire révélera ainsi qu'une cinquantaine d'armes à feu sont passées dans le camp des émeutiers au cours de cette nuit vengeresse à Popayán, dont une quinzaine de fusils.

Le pouvoir envoie l'armée en renfort...

Enfin, pour illustrer une situation où le pouvoir accentue de jour en jour une pression des plus sanglantes, on peut également se tourner vers la troisième ville du pays, Cali, qui est l'un des principaux foyers de la révolte depuis le début : hier 28 mai lors d'une nouvelle grande journée nationale de manifestations, 13 personnes y ont été tuées, dont plusieurs par des sbires en civil. L'une d'entre elles, un jeune de 22 ans participant à la primera línea sur le barrage de Campestre, a été abattue dès le matin. Puis ce fut au tour de deux autres manifestants, abattus sur un blocage dans le quartier central de La Luna, sauf que dans ce cas leurs camarades ont réussi à rattraper l'assaillant, puis à l'identifier avant de lui régler définitivement son compte sur place : il s'agissait d'un flic en civil appartenant au corps armé des enquêteurs judiciaires du parquet (Cuerpo Técnico de Investigaciones, CTI), ce que le pouvoir a dû finir par reconnaître. En soirée, enfin, c'est cette fois un manifestant originaire de la communauté de langue quechua Inga, un étudiant âgé de 22 ans, qui a été abattu dans le quartier de Meléndez. Les autres n'ont pas encore été identifiés publiquement.

Samedi 29 mai, le président Duque a réagi à la journée de révolte de la veille et particulièrement aux événements de Cali, en condamnant selon son style habituel « les actes de vandalisme et de terrorisme urbain de basse intensité » des manifestants, puis a déclaré utiliser la Loi d'assistance militaire pour décréter immédiatement l'envoi d'un millier de soldats dans les rues de Cali ; la création de patrouilles mixtes police/armée dans d'autres villes comme Popayán ; ainsi que le déploiement global de 7000 militaires pour mettre fin aux blocages dans huit départements (Valle del Cauca, Cauca, Nariño, Huila, Norte de Santander, Putumayo, Caquetá, Risaralda) et treize villes (Cali, Buenaventura, Pasto, Ipiales, Popayán, Yumbo, Buga, Palmira, Bucaramanga, Pereira, Madrid, Facatativá, et Neiva).

En réalité, il s'agit ni plus ni moins d'un ersatz de déclaration d'état d'urgence (estado de conmoción interior) réclamé par les leaders de son parti, qui l'autoriserait à gouverner par simples décrets présidentiels pendant 90 jours, et dont il peut se passer pour l'instant puisque la Ley de asistencia militar lui permet plus simplement de déployer l'armée partout où la police se trouve en difficulté. Une mesure qui n'était utilisée jusqu'à présent que dans la capitale Bogotá depuis le 5 mai, à la demande de la maire Claudia López... pour défendre avec des militaires les bâtiments de la police et du parquet où des manifestants sont quotidiennement enfermés en attendant d'être transférés en prison.

A noter, enfin, que si certaines autorités locales se sont appuyées sur ce décret présidentiel (n°575 de 2021) dès dimanche 30 mai pour appuyer l'envoi de troupes kakies, d'autres ont annoncé à l'inverse qu'elles refusaient d'y avoir recours (comme à Bucaramanga ou Caquetá), et que pour encourager chaleureusement son sanglant homologue colombien, le nouveau président des Etats-Unis Joe Biden a décidé le 28 mai de lui accorder une petite augmentation, en portant la somme versée annuellement à la Colombie de 412 à 453,8 millions de dollars pour 2021.

[Synthèse de la presse colombienne, 30 mai 2021]

29 mai, arrivée des militaires à Cali Bogotá, 30 mai : première « marche blanche » de la bourgeoisie et des réactionnaires pour demander l'arrêt des blocages, appuyer la répression policière (avec ce slogan : “Policía, amigo, el pueblo está contigo”) et dénoncer « le vandalisme ». D'autres ont eu lieu à Medellín et Barranquilla.



Entretien avec le groupe libertaire « via libre » sur la lutte des classes en Colombie

(le 2021/06/11)

Source « Vamos Hacia la vida » groupe révolutionnaire Chilien.

Ici aussi, il s'agit d'une traduction automatique, que nous publions car le texte est intéressant.

«[La lutte en Colombie] est liée au cycle de luttes populaires qui a débuté en 2019 dans la région contre les inégalités et l'autoritarisme...»

Depuis plus d'un mois que la révolte a éclaté dans la région colombienne, et malgré la dure répression qui a coûté la vie à plus de 50 manifestants et fait des centaines de disparus, le prolétariat est toujours debout pour lutter. Afin de connaître plus en profondeur et de première main ce qui se passe au sein de ce mouvement, nous avons contacté les camarades anarchistes de Bogota qui font partie du «Grupo Libertario Vía Libre» - qui s'inscrit dans la tradition de l'«anarchisme social» - pour réaliser cette brève interview que nous reproduisons ci-dessous.

Quelles étaient les revendications et le contexte qui ont déclenché la révolte ? Comment pensez-vous que le mouvement peut être projeté au-delà de la satisfaction des revendications immédiates ?

Au début, les revendications s'articulaient autour du rejet du projet de réforme fiscale et des programmes d'ajustement néolibéraux du gouvernement d'Iván Duque. Rapidement, en raison de l'ampleur de la répression gouvernementale, diverses revendications contre les brutalités policières et l'action de l'escadron mobile anti-émeute (ESMAD) de la police nationale se répandent. Il existe également d'autres revendications sectorielles et politiques, mais elles sont moins articulées dans la mobilisation.

Les antécédents de la protestation nationale actuelle se trouvent dans la grève nationale des étudiants universitaires en octobre-novembre 2018 qui a réalisé la grève combinée des 32 universités publiques du pays, les grandes journées de protestation nationale initiées avec la grève du 21 novembre 2019 dont l'effet a duré jusqu'en décembre de la même année, les journées de protestation nationale essayant de poursuivre ce mouvement avec 6 appels en 2020, le plus important d'entre eux celui du 21 octobre de la même année. Les révoltes des jeunes contre les brutalités policières des 9 et 10 septembre 2020, qui ont fait 13 morts suite à la répression, ont également été déterminantes, ainsi qu'une série de luttes ouvrières, de quartiers et populaires plus dispersées, réclamant un soutien social au milieu de la crise qui s'est développée en raison de la pandémie et de la crise économique.

Il existe différents secteurs du mouvement qui réfléchissent précisément à la manière de poursuivre au-delà de l'immédiat. En premier lieu, après la chute de la réforme fiscale, la mobilisation s'est maintenue et en second lieu, des organes participatifs tels que les assemblées populaires commencent à émerger, avec leurs listes de revendications locales qui cherchent à donner une continuité sociale à la protestation.

Comment les forces répressives de l'État ont-elles été déployées, en tenant compte du fait qu'elles sont à l'avant-garde parmi leurs pairs sur le continent - elles ont même formé le commando de la jungle de la police chilienne - et quelles ont été les conséquences sur la population qui participe activement aux manifestations ? Les narco-trafiquants et le crime organisé ont-ils joué un rôle répressif ?

La répression de l'État, qu'elle soit classique par le biais de la police nationale, des forces disponibles ou de l'ESMAD, ou relativement nouvelle, comme celle exercée par des organisations non traditionnelles telles que le groupe d'opérations spéciales (GOES) ou le corps d'enquête technique du bureau du procureur général (CTI), en particulier dans le Valle del Cauca, a été intense et violente.

Ainsi, la répression «conventionnelle» s'est développée avec des niveaux de cruauté particulièrement élevés avec des tirs au corps et aux yeux, et cela a été combiné avec des actions extra-légales des agents de l'État, par exemple avec des tirs dans la foule.

En outre, il existe une composante importante d'actions para-étatiques et para-policières, menées par des civils non identifiés, opérant souvent sous une couverture officielle. C'est l'exemple des camionnettes blanches qui tirent au pistolet et à la mitrailleuse sur les manifestations dans des villes comme Pereira, Cali ou Yumbo, ou des civils qui s'intercalent avec la police et tirent sur la foule.

En tant qu'acteurs du conflit armé et de la violence urbaine, le trafic de drogue et le crime organisé peuvent avoir eu un impact sur la situation,

bien que leur rôle soit marginal. Cependant, il est vrai que, dans les actions paramilitaires contre la protestation dans le département de Valle del Cauca, il y a une forte présence de la bourgeoisie du trafic de drogue qui s'articule de différentes manières avec la bourgeoisie traditionnelle de Cali.

Quelle est la composition de classe des secteurs qui sont les protagonistes de la lutte ? Dans quelle mesure les salariés, les chômeurs, les femmes au foyer, les travailleurs informels, les étudiants, etc. participent-ils ?

Le mouvement a connu une direction ouvrière intermittente, une participation majoritaire de la jeunesse populaire et, dans une moindre mesure, des étudiants universitaires et des autochtones, entre autres secteurs.

L'appel initial au mouvement a été lancé par le Comité national de grève, un organe principalement syndical, dirigé par la Central Unitaria de Trabajadores (CUT), majoritairement composée de travailleurs de l'État. La participation syndicale, en particulier celle des enseignants de l'État regroupés au sein de la Fédération colombienne des travailleurs de l'éducation (Fecode) et, dans une moindre mesure, celle des travailleurs des transports et des mines, a été importante, tout comme la participation des travailleurs aux mobilisations dans les grandes villes, aux blocages de la zone industrielle de Mamonal à Cartagena, de la zone industrielle de Yumbo ou de l'entrée du port de Buenaventura.

Cependant, les principaux protagonistes de la mobilisation de rue ont été les jeunes de la classe ouvrière et des secteurs populaires, certains d'entre eux ne pouvant étudier ou travailler, d'autres ayant des emplois partiels ou précaires, en général sans tradition d'organisation. Dans les données partielles des victimes mortelles de la répression pour lesquelles nous disposons d'informations, nous trouvons un âge moyen de 25 ans pour les victimes.

L'activité des étudiants universitaires a également été importante. Depuis le 29 avril, ils ont entamé des arrêts de cours virtuels qui ont touché jusqu'à 18 universités publiques, ainsi que, dans une moindre mesure, les étudiants

des universités privées qui ont généré des arrêts partiels dans certaines carrières, les institutions techniques et technologiques et les élèves des écoles secondaires.

En outre, la participation paysanne a été importante, surtout au début du mouvement, ainsi que la participation indigène, notamment celle du peuple Misak dirigé par les autorités indigènes du Sud-Ouest (AISO), qui a fait tomber de nombreuses statues de symboles coloniaux et envoyé une importante délégation à Bogota, et celle du Conseil régional indigène du Cauca (CRIC), à majorité Nasa, qui a participé à des blocages de routes et à des manifestations à Cali.

Il y a également eu une participation pertinente de nombreuses femmes et de groupes féministes, ainsi que de nouvelles organisations de mères contre la répression, la dissidence sexuelle et de genre avec un soutien et une visibilité importants, ainsi que des groupes environnementaux.

Des espaces d'auto-organisation tels que des assemblées, des pots communs ou d'autres initiatives de résistance collective ont-ils vu le jour dans les territoires ? La production sur les lieux de travail a-t-elle été effectivement paralysée ?

Oui, ces expressions s'organisent, bien qu'avec une plus petite extension, un plus petit appel et une plus grande lenteur que la manifestation de rue elle-même. Les Assemblées Populaires Territoriales, qui avaient déjà été expérimentées avec succès et échecs partiels lors des journées de protestation de novembre-décembre 2020, ont à nouveau émergé à ce moment-là. Certaines d'entre elles, à caractère de quartier, ont en fait été formées avant l'appel à la grève du 28 avril. Des assemblées d'étudiants et d'autres secteurs sociaux se sont également développées, ainsi que des assemblées au niveau des villes et des départements, voire au niveau national.

Les Ollas Comunitarias, de tradition de quartier et d'étudiants, s'étaient répandues dans plusieurs territoires en 2020 en pleine crise socio-économique causée par la pandémie. Plusieurs de ces initiatives sont réapparues spontanément comme une réponse concrète au problème de la faim de

certains manifestants après la première semaine de mobilisation, sous la direction de nombreuses femmes, et ont atteint une continuité dans certaines zones de Valle del Cauca et de Bogota.

Par ailleurs, d'autres expressions se sont multipliées, comme les « lignes de front », initiées dans le monde étudiant puis étendues de manière inorganique au monde des quartiers populaires, notamment autour des points dits de résistance présents surtout dans le sud-ouest du pays. Ainsi que des gardes communautaires qui reprennent des éléments tels que la garde indigène et les gardes marrons et paysans du monde rural, autour de scénarios tels que les espaces humanitaires de Bogota. En outre, il y a eu de multiples campements, festivals et initiatives culturelles.

En général, il n'y a pas eu d'arrêt de travail productif sur les lieux de travail, sauf dans le cas des enseignants de l'État qui ont effectué dans certaines régions comme Bogota des journées de suspension de classe à distance, ainsi qu'à des moments précis certains travailleurs de l'État. Cependant, les piquets de grève dans certaines zones industrielles et surtout les blocages dans de nombreuses villes et sur les autoroutes ont généré une situation de forte anomalie du travail, notamment dans le sud-ouest du pays, avec 70% des travailleurs interrogés le 10 mai signalant des situations d'anomalie ou 84% des entreprises enregistrant des affectations selon le syndicat patronal ANDI.

Les révoltes au Chili, en Équateur ou au Pérou ont-elles eu un impact ou une influence sur l'expérience de lutte que vous vivez ? Comment comprenez-vous la révolte et son développement dans le contexte de la crise économique et sociale mondiale et spécifiquement dans la région latino-américaine, en tenant compte des relations internationales de l'État colombien ?

Ce mouvement s'est inscrit dans un cadre national, voire nationaliste, mais il a été influencé de manière importante par le contexte latino-américain. Ainsi, la manifestation chilienne a été importante pour le mouvement, et une partie de ses références symboliques et politiques y ont été puisées, ce

qui se produit depuis 2011 dans le cas du mouvement étudiant. La référence à la défaite du paquet du gouvernement de Lenin Moreno en Equateur a été très présente, le même terme a été utilisé de manière imprécise pour désigner les politiques d'ajustement du gouvernement Duque et même des prises de contrôle du Congrès ont été appelées sans grand succès. La mobilisation indigène et populaire contre le coup d'État en Bolivie a également été importante, car depuis 2019, la présence de wiphalas dans les mobilisations est devenue courante. Des mentions du Pérou, moins cohérentes, ont également existé, par exemple en termes de demandes de démission du président et du sénat.

Celle de la Colombie est une lutte liée au cycle de luttes populaires initiées en 2019 dans la région contre les inégalités et l'autoritarisme, des luttes importantes avec des victoires partielles qui fixent des limites aux plans de restauration et d'ajustement conservateurs. Il s'agit également d'une réponse à la crise sanitaire et économique générée par la pandémie, en lien avec les protestations populaires aux États-Unis contre la brutalité policière et les luttes contre la faim et l'autoritarisme du gouvernement en Haïti. Cependant, il n'est pas encore clair si celle de cette année sera une expérience solitaire de notre pays ou si elle stimulera et animera peut-être d'autres luttes au niveau régional.

Quel rôle ont joué les centrales syndicales, la social-démocratie et les partis politiques en général dans les journées de protestation ? Les insurgés colombiens, l'ELN et ce qui reste des FARC, ont-ils pris position sur la situation ?

En général, les forces organisées ont appelé et participé à la situation, mais elles ne dirigent pas ce mouvement large et désordonné. Les principales confédérations syndicales du troisième degré du pays, c'est-à-dire la CUT, majoritaire et contradictoire, la Confédération générale des travailleurs (CGT), intermédiaire et concertatrice, et la Confédération des travailleurs colombiens (CTC), petite et centriste, ont joué un rôle important à certains moments, et leur direction du Comité national de grève est claire. Cet organe bureaucraté reçoit un certain soutien des secteurs mobilisés, notamment des syndicalistes, bien que son processus de négociation dos

au peuple soit également rejeté par une grande partie de la jeunesse populaire qui reste dans les rues.

Les partis politiques ont joué un rôle secondaire, et ont concentré leur action sur les mouvements sociaux plus organisés tels que les mouvements syndicaux, étudiants et, dans une moindre mesure, territoriaux. La grande majorité des forces a opté pour la canalisation électorale de la contestation en vue des élections présidentielles de 2022 et la démobilisation partielle du mouvement. D'une part, la «Coalition de l'espoir» centriste, dont les gouvernements locaux ont réprimé la manifestation, s'est montrée ambiguë à propos de la mobilisation. D'autre part, «Colombia Humana» et les secteurs de l'accord électoral connu sous le nom de «Pacte historique», sont intervenus davantage, bien que de nouveau de manière contradictoire, dispersée et tardive, à commencer par son leader Gustavo Petro, qui est arrivé très tard à l'appel et avec un empressement à diriger qui ne lui correspond pas.

Les acteurs du conflit armé interne ont pris position sur la situation, bien que leur présence soit très diffuse. Les zones de colonisation paysanne qui constituent le territoire historique des organisations insurgées ont été peu présentes pendant la majeure partie du mouvement. En fait, au cours du mois et demi de protestation, la confrontation militaire s'est poursuivie dans certaines régions du sud-ouest et du nord-est du pays, ce qui a pu affaiblir l'ampleur de la protestation.

Quelles tâches les secteurs anticapitalistes et radicaux ont-ils développés au sein du mouvement ?

Les rôles sont aussi variables que les organisations elles-mêmes, bien qu'en général notre participation ait été très limitée, et nous n'avons pas pu nous connecter en raison de nos propres erreurs, de notre propre dogmatisme et de notre manque d'insertion avec la majorité du mouvement.

D'une part, certains secteurs ont soutenu le mot d'ordre de «grève nationale illimitée», comme si le problème était d'imposer un mot d'ordre correct de la part d'une direction syndicale politique, sans réfléchir à la

corrélation des forces et aux faiblesses du mouvement social et de la protestation populaire en matière d'organisation et de politique.

D'autres ont formulé des critiques, généralement valables, à l'encontre du Comité national de grève, en axant leurs propositions davantage sur le remplacement bureaucratique de la direction actuelle, plutôt que sur la génération d'une nouvelle culture politique libertaire et d'un mouvement démocratique de base. De notre point de vue, la priorité est précisément la construction d'un mouvement populaire fort et délibératif.

La protestation actuelle n'a pas changé le fait que la plupart de la gauche léniniste ne considère pas l'anticapitalisme comme une alternative programmatique à développer, mais se concentre plutôt sur la montée et la participation éventuelle à des gouvernements progressistes. De même, ils concentrent leurs efforts sur une stratégie d'accumulation politique de parti, surtout électorale, qui subordonne l'organisation et la mobilisation populaires à un élément tactique, secondaire et de soutien.

Face aux conflits géopolitiques qui se vivent aux frontières avec les guérillas, que pensez-vous d'une éventuelle intervention impérialiste ?

Pour l'instant, une intervention semble peu probable, mais la situation pourrait changer. Les tensions militaires dans les plaines orientales entre les dissidents des FARC dirigés par Gentil Duarte et l'armée et la garde vénézuéliennes ont généré une certaine crise humanitaire parmi la population frontalière et une militarisation partielle de ce territoire.

D'autre part, l'option d'une intervention militaire directe ou indirecte propitiée par l'aile dure de l'opposition vénézuélienne, avec un axe en Colombie et le soutien des États-Unis, semble avoir été gelée après les échecs des opérations civiles et militaires de 2018-2019 et le changement de stratégie assumé par le gouvernement fantôme affaibli de Guaidó. En fait, les dernières semaines ont vu la réouverture partielle de la frontière fermée pour des mesures sanitaires, et une fragile désescalade de la tension frontalière entre les deux gouvernements.

Comment obtenir une solidarité concrète de l'étranger pour le développement de leur lutte en cours ?

La solidarité internationale est très précieuse et les efforts pour faire connaître la protestation et la répression, la couverture médiatique de la situation dans le pays, la dénonciation et les pressions exercées sur les gouvernements étrangers et les organisations internationales sont immensément appréciés. La participation aux activités de solidarité devant les ambassades et les consulats est importante, tout comme les contributions spécifiques aux campagnes de solidarité, de dénonciation ou de collecte de fournitures, ainsi que le développement de processus de formation et de discussion sur la situation colombienne au sein des organisations populaires.

Nous espérons que le meilleur de l'expérience de notre mouvement encouragera la réflexion et les luttes ouvrières et populaires autour d'autres géographies.



Voilà pour ce recueil! En supplément, nous vous invitons tout particulièrement à consulter le site Tridnivalka/ClassWar/Guerre de classe (Ce sont des camarades qui oeuvrent à diffuser et à traduire des informations sur les soulèvements et la lutte de classe dans le monde.)

Voici le lien de leur site :

<https://www.autistici.org/tridnivalka/la-colombie-sembrase/>

CAMARADEVOLUTION.ORG / CAMARADE@RISEUP.NET

LOCAL CAMARADE, 54 BD DÉODAT DE SEVERAC

